

CONSEIL COMMUNAL DU 26 SEPTEMBRE 2019
GEMEENTERAAD VAN 26 SEPTEMBER 2019

REGISTRE
REGISTER

Présents	Aleksandra Kokaj, <i>Présidente/De Voorzitster</i> ;
Aanwezig	Boris Dilliès, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, <i>Echevin(s)/Schepen(en)</i> ; Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Céline Fremault, Jean-Luc Vanraes, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoye, Diane Culer, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Lise Goetghebuer, Laurence Anne Vandeputte, Vanessa Issi, Michel Cohen, Cécile Egrix, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Caroline Van Neste, Véronique Lederman-Bucquet, Yaël Ariane Nour Haumont, Hans Marcel Joos Van de Caeter, Michel Bruylant, Patrick Zygas, <i>Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)</i> ; Laurence Vainsel, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Serge Minet, Marion Van Offelen, Valérie Gillès de Pelichy, Nicolas Clumeck, Chiraz El Fassi, Cédric
Verontschuldigd	Didier Norré, <i>Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)</i> .

Ouverture de la séance à 19:40
Opening van de zitting om 19:40

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

26.09.2019/A/0001 **Eloge funèbre.**

M. le Bourgmestre prononce l'éloge funèbre de M. José Desmarests, Echevin honoraire, décédé le 8 août 2019.

« Mes chers Collègues,

Le 8 août dernier, M. José Desmarests, échevin honoraire de notre commune, décédait en son domicile ucclois à l'âge de 93 ans.

Le temps emportant tout, l'énergie comme le reste, comme le dit le poète latin Virgile, très peu nombreux sans doute sont les membres de cette assemblée à avoir connu M. Desmarests, qui fut pourtant une figure importante du PSC bruxellois, dont est issu le CDH actuel, et de la vie politique de notre pays.

Né à Schaerbeek en 1925, il eut très tôt le virus de la politique, et cette passion précoce a été nourrie par la profonde réflexion intellectuelle qu'il a eu l'occasion de mener, tout d'abord dans le cadre de la formation humaniste dispensée par les Jésuites et ensuite à l'Université de Louvain, où il décrocha les titres de docteur en droit et de licencié en sciences politiques et sociales.

Mais la génération à laquelle appartenait M. Desmarets a dû passer par le feu de la guerre pour témoigner de la force de son engagement démocratique. Et José Desmarets s'est particulièrement illustré au cours de cette période tragique, puisqu'il fut résistant dès mai 1940, notamment dans la presse clandestine, et participa vers la fin du conflit à la campagne d'Allemagne en tant que combattant armé. En outre, l'aide qu'il a apportée aux Juifs persécutés lui a valu l'octroi du titre de « Juste parmi les Nations » par le mémorial « Yad Vashem » de Jérusalem.

Entré au Conseil communal en 1958, il intégra le Collège 7 ans plus tard en 1965, où il exerça la fonction d'Echevin des Travaux publics et de l'Urbanisme. Le PSC ayant été relégué dans l'opposition aux élections communales suivantes, M. Desmarets fit son retour au Collège en 1977, dans lequel il exerça le mandat d'Echevin des Affaires sociales et de la Famille.

Mais les talents de José Desmarets se déployèrent aussi dans l'arène nationale. Il fut membre de la Chambre des représentants de 1971 à 1985. Et en 1979, il devint Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense nationale dans le 1er gouvernement de Wilfried Martens. La confrontation Est-Ouest étant encore très vive dans le contexte de cette époque, il dut prendre la difficile décision d'implanter des missiles sur les bases militaires belges. C'est dans ces circonstances qu'il noua une profonde amitié avec son collègue des Affaires étrangères, le Ministre Henri Simonet.

Profondément attaché à l'unité du pays, José Desmarets était l'ennemi de toute velléité séparatiste. C'est pourquoi, en 1983, il fonda le Mouvement pour le rassemblement des Belges, dont il assura la présidence.

Dans le temps qui est le nôtre, d'aucuns inclineraient peut-être à penser que José Desmarets incarnait l'image passéiste d'une « Belgique de papa » appartenant à un passé définitivement résolu. Nous pensons au contraire que le patriotisme sincère de José Desmarets, sa fidélité sans faille à une « certaine idée de la Belgique », pour paraphraser le général de Gaulle, peut encore inspirer la génération politique d'aujourd'hui.

Au nom de tous les membres du Collège et en mon nom personnel, j'adresse à la famille et aux proches de M. Desmarets ainsi qu'au groupe CDH mes plus sincères condoléances. »

L'assemblée observe une minute de silence.

Le Conseil prend connaissance.

Lofrede.

De burgemeester houdt formuleert een eerbetoon voor de h. José Desmarets, erescheperen, overleden op 8 augustus 2019.

"Beste collega's,

Op 8 augustus is de h. José Desmarets, erescheperen van onze gemeente, in zijn Ukkelse woning overleden op 93-jarige leeftijd. Wellicht hebben maar weinig leden van deze vergadering de h. Desmarets nog gekend. Hij was nochtans een belangrijke figuur van de Brusselse PSC, waaruit de huidige CDH is gegroeid, en binnen de politiek van ons land.

Hij werd geboren in Schaarbeek in 1925 en kreeg al snel het politieke virus te pakken. Zijn vroege passie werd gevoed door de diepgaande intellectuele analyses die hij heeft ondernomen, eerst in het kader van de humanistische vorming bij de Jezuïeten en daarna aan de universiteit van Leuven waar hij afstudeerde als dokter in de rechten en licentiaat in de politieke en sociale wetenschappen.

De generatie van de h. Desmarets heeft tijdens de oorlog de kracht van een democratisch engagement laten blijken. José Desmarets zat in het verzet vanaf mei 1940, meer bepaald in de clandestiene pers, en vocht tegen het einde van de oorlog mee als soldaat. Hij heeft de eretitel "Juste parmi les Nations" van het memoriaal "Yad Vashem" van Jeruzalem ontvangen voor zijn hulp aan vervolgte joden.

In 1958 trad hij toe tot de gemeenteraad en in 1967 was hij als schepen verantwoordelijk voor Openbare Werken en Stedenbouw. Na enkele oppositiejaren van de PSC kwam hij terug in het college in 1977 als schepen voor Sociale Zaken en het Gezin.

De talenten van José Desmarets waren ook zichtbaar op nationaal vlak. Hij was lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers van 1971 tot 1985. In 1979 werd hij vicepremier en minister van Landsverdediging in de eerste regering van Wilfried Martens. In een periode met een erg levendige Oost-West-confrontatie nam hij de moeilijke beslissing om raketten te laten plaatsen op Belgische militaire basissen. Het is in deze omstandigheden dat hij een hechte vriendschap ontwikkelde met zijn collega van Buitenlandse Zaken minister Henri Simonet.

Hij was erg gehecht aan de eenheid van het land en was tegen elke vorm van separatisme. In 1983 richtte hij daarom de Mouvement pour le rassemblement des Belges op waarvan hij de voorzitter was.

In de huidige tijd zou misschien gedacht kunnen worden dat José Desmarets een nostalgisch imago had van een "Belgique de papa" maar we denken daarentegen dat het serene patriotisme van José Desmarets en zijn getrouwheid aan "une certaine idée de la Belgique" - de woorden van generaal de Gaulle - de huidige politieke generatie nog steeds kan inspireren.

In naam van alle leden van het college en in mijn eigen naam bied ik mijn innige deelneming aan aan de familie en de naasten van de h. Desmarets en aan CDH."

De vergadering houdt één minuut stilte.

De Raad neemt kennis.

26.09.2019/A/0002 **Interpellation citoyenne : demande de déclaration d'état d'urgence climatique.**

Mme Buelens, porte-parole du collectif « Rise for Climate », à l'origine de cette interpellation citoyenne, estime que le changement climatique causé par l'activité humaine constitue une crise existentielle inédite pour l'humanité et la planète, comme en témoignent de nombreuses études récentes, ainsi que les phénomènes météorologiques extrêmes auxquels nous assistons. Cette crise nécessite que les gouvernements chargés de représenter les intérêts de la population respectent scrupuleusement les engagements de l'Accord de Paris, visant à contenir le réchauffement climatique « bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels » et à « poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C ». L'accord stipule que « les pays développés continuent de montrer la voie en assumant des objectifs de réduction des émissions en chiffres absolus ».

Si les signataires de l'Accord sont les chefs d'Etat et de gouvernement nationaux, il est indéniable que les autorités locales ont un rôle capital à jouer pour sa mise en œuvre. En effet, le 5e rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (GIEC) déclare :

« Les administrations locales sont de plus en plus considérées comme des intervenants essentiels dans la mise à l'échelle des mesures d'adaptation au niveau des collectivités, des ménages et de la société civile, dans la gestion des informations relatives aux risques, et dans le financement. »

Dans un article du rapport intitulé « Avantages des actions infranationales », le GIEC souligne que « les gouvernements infranationaux peuvent s'adapter plus rapidement aux nouvelles situations et ont donc plus de flexibilité pour modifier les politiques climatiques existantes ou en définir de nouvelles, notamment : programmes d'efficacité énergétique, efforts de sensibilisation, normes d'achats écologiques, accords de partenariat avec des entreprises locales, ou plantation d'arbres...Les gouvernements infranationaux peuvent adapter les actions et les politiques aux besoins des citoyens, en identifiant plus facilement les priorités et les difficultés, car ils sont plus proches des citoyens que les administrations centralisées. »

Depuis un an, l'urgence climatique a mobilisé énormément de personnes dans le monde entier, et particulièrement à Bruxelles. En effet, c'est ici que Greta Thunberg a pris la parole devant le Parlement Européen lors de son premier voyage à l'étranger en octobre 2018. C'est ici que les marches « Claim the Climate » du 2 décembre et « Rise for Climate » du 27 janvier ont chacune rassemblé plus de 70.000 personnes, faisant les titres des journaux internationaux. C'est ici que 35.000 jeunes ont fait grève le 24 janvier pour demander aux dirigeants de prendre enfin au sérieux la menace qui pèse sur leur avenir. C'est ici que 20.000 personnes ont manifesté le 12 mai pour le climat et la justice sociale, indissociablement liés.

Les électeurs du Conseil communal actuellement en place ont ainsi fait preuve d'une prise de conscience et d'un engagement citoyen dont les mandataires uclois peuvent être fiers. Aujourd'hui, les auteurs de cette interpellation citoyenne s'adressent aux responsables politiques au niveau de pouvoir le plus proche des citoyens, pour rappeler cette urgence à agir pour le climat et la biodiversité.

Mme Buelens souhaite que la commune d'Uccle s'engage aux côtés des citoyens afin de garantir à tous des conditions de vie dignes pour le futur. Les signataires de l'interpellation estiment que seules la reconnaissance de l'état d'urgence climatique et la mise en place de plans de transition écologique pourront contrer les menaces d'une catastrophe environnementale, un effondrement économique, une crise de santé publique, une pénurie alimentaire mondiale, un anéantissement de la biodiversité, et des crises de sécurité d'ampleur sans précédent.

A ce jour, près de 1.000 collectivités dans le monde ont adopté une déclaration d'urgence climatique, dont 3 pays (Argentine, Irlande, Portugal), 400 municipalités au Québec, 300 en Angleterre, ainsi que les villes de Londres, Paris, Cologne, Düsseldorf, Milan, Naples, Genève, Glasgow, Varsovie, New York, et San Francisco.

Suite à une décision du Conseil communal du 13 mai 2019, la commune de Koekelberg a été la première et jusqu'aujourd'hui la seule commune de Belgique à déclarer « un état d'urgence climatique » en s'engageant à « commencer au plus vite un processus participatif vers un plan climatique ».

Les citoyens qui ont pris l'initiative de cette interpellation invitent les autorités ucloises à suivre l'exemple de Koekelberg en déclarant à leur tour l'état d'urgence climatique, et en prenant les mesures nécessaires pour qu'Uccle devienne une commune résiliente, apte à concilier justice sociale et justice climatique, pour assurer les meilleures conditions de vie possibles pour tous.

En tant que simples citoyens qui réagissent comme tant d'autres devant l'urgence de la situation, les auteurs de l'interpellation n'ont aucune leçon à donner sur les enjeux environnementaux, que les élus connaissent bien. C'est pourquoi Mme Buelens n'a pas la prétention de détailler ici les mesures spécifiques qui devront être entreprises par la commune, dont certaines sont déjà en cours, notamment à la suite des motions du 7 février sur la lutte contre le dérèglement climatique et du 28 février sur le zéro plastique dans l'administration, adoptées à l'unanimité. Elle tient néanmoins à soumettre au Conseil communal les recommandations suivantes, qui s'inspirent du Pacte pour la Transition, issu d'une large consultation citoyenne en France et rédigé par une cinquantaine d'organisations partenaires afin de construire des communes plus écologiques, plus solidaires et plus démocratiques.

Le Pacte se base sur les trois principes suivants :

- La sensibilisation et la formation à la transition : impulser et soutenir des actions de sensibilisation et de formation sur la transition auprès des différents publics: élus, agents communaux, jeunes, habitants, associations, acteurs économiques, etc.
- La co-construction des politiques locales, en associant élus, citoyens, agents et représentants des acteurs locaux, pour la définition, la mise en œuvre et le suivi des engagements – par exemple, en créant un conseil citoyen indépendant, en organisant des ateliers participatifs, en développant des mécanismes d'initiative citoyenne.
- L'intégration de critères environnementaux et sociaux dans les arbitrages sur les projets communaux, pour répondre à l'urgence climatique et sociale tout en prenant en compte les impacts sur le long terme.

Mme Buelens insiste sur l'importance d'informer de manière visible et transparente tous les citoyens sur la situation climatique et environnementale, de développer un plan de transition en consultation avec experts et citoyens, d'intégrer l'urgence climatique et environnementale dans toutes les politiques communales, et de défendre cet engagement dans le cadre des interactions avec les autorités régionales, fédérales et européennes.

Le collectif Rise for Climate a l'intention d'interpeller le Conseil communal de chacune des communes bruxelloises, hormis Koekelberg, pour demander la déclaration d'urgence climatique. Mme Buelens espère que la commune d'Uccle sera l'une des premières à exprimer formellement son engagement à agir pour le climat et la biodiversité. Rise for Climate invite les communes bruxelloises à se concerter, à échanger leurs bonnes pratiques, et à collaborer au-delà des frontières communales pour faire de la Région un territoire exemplaire et inspirant.

M. Cools estime que le dernier rapport du GIEC, fruit du travail de plusieurs milliers de scientifiques de par le monde, montre bien la nécessité d'agir sans retard contre le réchauffement climatique. Même s'il ne fait pas l'unanimité au sein de la communauté scientifique, ce rapport est extrêmement sérieux, notamment grâce à la rigueur de sa méthodologie, dont une présentation a été effectuée par un météorologue de l'IRM (Institut royal météorologique) au cours d'une conférence organisée dans le cadre d' « Uccle en transition ».

Uccle est la seule commune bruxelloise à avoir établi un bilan carbone dans le cadre de l'Agenda 21.

M. Cools est persuadé qu'un consensus va se dégager au sein du Conseil communal en faveur d'une motion sur l'urgence climatique.

Il estime également que la promotion de l'écologie doit être menée selon une approche positive et non punitive : il ne faut pas culpabiliser les gens mais plutôt les encourager à modifier leur comportement.

L'Agenda 21 a permis d'établir que l'impact des politiques susceptibles d'être menées par l'administration communale peut être évalué à 6 %, l'essentiel de l'action en cette matière incombant aux citoyens. La commune doit donc se concentrer sur des opérations de sensibilisation, dont le vote d'une motion constitue une des modalités.

M. Hayette affiche un certain scepticisme quant à la capacité de la majorité à contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique, dans la mesure où les partenaires MR et Ecolo de la coalition ont tendance à se neutraliser.

L'Union européenne a dépensé près de 5,5 milliards d'euros en 17 ans pour venir en aide aux Etats membres confrontés à des catastrophes naturelles dues aux changements climatiques. Ces dépenses pourraient être évitées si les autorités publiques décidaient d'appliquer les décisions de la COP 21 et de la COP 22.

M. Hayette remercie Mme Buelens d'avoir mentionné dans son intervention la nécessité d'intégrer des critères environnementaux et sociaux car les dérèglements climatiques fragilisent davantage les personnes les plus pauvres.

M. Hayette ne croit pas que le Collège ait en ce domaine une ambition à la hauteur du problème vu qu'une somme de 40 millions d'euros est consacrée à la construction d'un centre administratif plutôt qu'à la lutte contre le réchauffement climatique.

Quoi qu'il en soit, le groupe socialiste sera aux côtés du collectif Rise for Climate.

Mme Culer précise que le groupe MR est très sensible aux thématiques environnementales. Elle rappelle que la motion « zéro plastique » a été votée à l'initiative d'une conseillère libérale.

La majorité a bien l'intention d'associer l'opposition à la rédaction d'un projet de motion qui sera présenté lors de la prochaine séance du Conseil communal.

M. Desmet estime que l'urgence climatique requiert un dépassement des clivages politiques traditionnels.

Le groupe Ecolo apportera évidemment son concours à la rédaction d'une motion.

M. Desmet signale que la commune d'Etterbeek a lancé l'idée d'une motion valable pour l'ensemble de la Région bruxelloise afin d'éviter une surenchère entre communes.

Mme Fremault estime que l'urgence climatique nécessite une action collective hardie et résolue.

Mme Haumont précise que le groupe Défi apportera sa contribution à la rédaction d'une motion visant à déclarer l'état d'urgence climatique.

Mme l'Echevine De Brouwer remercie la représentante du collectif Rise for Climate pour son interpellation citoyenne.

En février dernier, le Conseil communal avait déjà voté une motion sur ce thème mais il faut à présent que les citoyens s'en emparent car l'ampleur du dérèglement climatique remet en cause les modes de vie dans les sociétés développées.

La motion votée en février était très centrée sur les plans transversaux (Bilan carbone, Agenda 21, Plan Nature,...).

Depuis 2008, la commune est aussi engagée dans le PLAGE (Programme local d'action pour la gestion de l'énergie). L'administration a maintenu le poste de conseiller en énergie avant même que cela ne devienne obligatoire pour les communes. Cependant, Mme l'Echevine De Brouwer signale que la commune a du mal à recruter un agent pour exercer cette fonction car sur le marché du travail, les demandeurs d'emploi correspondant à ce profil sont peu nombreux et préfèrent souvent travailler dans les administrations régionales

et fédérales ou dans le secteur privé.

La coordination de la politique en matière d'énergie n'est donc guère aisée à mettre en œuvre au sein de la commune. Néanmoins, l'isolation des bâtiments communaux a pu être améliorée grâce à des investissements conséquents. La seconde phase des travaux de l'école du Merlo a été entamée. Les efforts accomplis pour faire de cette école un bâtiment passif ont permis de réduire de 90 % les dépenses énergétiques puisque la consommation annuelle par m² est passée de 300 kilowatt/heure à 15 kilowatt/heure. De plus, 20.000 litres d'eau de pluie ont pu être récupérés dans le cadre d'un programme de récupération des eaux.

Dans la Déclaration de politique générale, le Collège s'est engagé à réactualiser le Plan climat, qui date des années 2008 et 2009, dans le cadre d'un processus participatif. Pour Mme l'Echevine De Brouwer, ce Plan climat devrait être plus ambitieux, et notamment inclure la politique du « zéro déchet ».

L'échevinat de la Participation citoyenne accordera aussi une très grande attention au thème de l'urgence climatique, notamment dans le cadre des états généraux uclois prévus pour 2020, des rencontres citoyennes organisées du 8 octobre 2019 au 11 février 2020 dans différents quartiers de la commune, ou de divers projets de réaménagement de l'espace public. Mme l'Echevine de Brouwer est très satisfaite de la participation communale à la « Fête des possibles », axée sur la transition écologique.

En février dernier, Mme l'Echevine De Brouwer avait aussi insisté sur les effets de l'alimentation occidentale sur le dérèglement climatique, et notamment sur la trop grande part réservée à l'alimentation carnée. Selon elle, il est tout à fait possible de réduire la consommation de viande sans opter pour « l'écologie punitive ».

La végétalisation de l'espace urbain constitue un chantier prioritaire pour la protection de l'environnement. Les services communaux mènent une réflexion sur la végétalisation des carrefours afin de créer des îlots de fraîcheur et d'accroître la résistance du milieu aux événements climatiques, qui seront plus fréquents à l'avenir.

Dans le courant de l'été, quatre dossiers (trois sur l'eau et un sur la protection des abeilles sauvages) ont été introduits auprès de la Région afin d'obtenir des subsides dans le cadre de l'Agenda 21.

Mme l'Echevine De Brouwer va aussi développer la plantation d'arbres dans l'espace public, en visant une augmentation de la canopée afin de créer de l'ombre et de la fraîcheur.

L'établissement du permis de végétaliser « Végétalisons nos rues » est en cours de finalisation.

La commune d'Uccle va donc déclarer l'état d'urgence climatique par le biais de cette motion, dont les dispositions, élaborées avec l'appui de l'ensemble des forces politiques représentées au Conseil, l'engageront concrètement pour l'avenir.

Les textes émanant des autres communes, notamment d'Etterbeek, qui consulte des experts pour la rédaction de sa propre motion, seront examinés avec soin, afin de déterminer si certains de leurs éléments sont susceptibles d'être repris.

Le Collège tiendra évidemment compte des trois principes établis par le Pacte pour la Transition : la sensibilisation et la formation à la transition, la co-construction des politiques locales et l'intégration de critères environnementaux et sociaux.

Mme Buelens remercie les membres du Collège et du Conseil pour l'intérêt que sa demande a suscité.

Lancer le débat par une déclaration d'état d'urgence climatique est une étape nécessaire mais il s'agit seulement du début d'un processus devant mener à des actions concrètes sur le long terme, selon les horizons définis à l'échelle mondiale pour 2030 et 2050.

Selon le GIEC, il reste encore 10 ans pour prendre des mesures permettant d'éviter des

catastrophes.

Le collectif représenté par Mme Buelens veut lancer un signal fort, susceptible de déboucher sur des décisions efficaces en ce domaine.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie : vraag om de noodtoestand uit te roepen over het klimaat.

Mevr. Buelens (woordvoester van het collectief "Rise for Climate") vindt dat de klimaatwijziging een existentiële crisis veroorzaakt voor mens en planeet, zoals ook bevestigd wordt door recente studies en extreme weersomstandigheden. Regeringen moeten de belangen van de bevolking respecteren en de Akkoorden van Parijs strikt naleven. Hoewel deze akkoorden op nationaal niveau ondertekend werden, moeten ook lokale overheden hun bijdrage leveren. Het Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) geeft aan dat lokale overheden steeds meer een essentiële rol moeten spelen in de praktische uitvoering van deze akkoorden. Ze staan dicht bij de bevolking en kunnen ook sneller klimaatbeslissingen doorvoeren.

In de hele wereld komen massaal veel mensen op straat voor het klimaat en vele jongeren laten zich horen om de besluitvorming aan te sporen deze problematiek ernstig te nemen. Mevr. Buelens wenst dat Ukkel zich engageert om een waardige levenskwaliteit in de toekomst te garanderen. De ernst van de toestand moet erkend worden en de nodige ecologische maatregelen voorzien om rampzalige gevolgen te voorkomen.

Op heden hebben zo'n 1.000 gemeenschappen een verklaring rond de klimaatnoodtoestand goedgekeurd. Koekelberg was de eerste Belgische gemeente die deze noodtoestand heeft erkend. De initiatiefnemers van deze interpellatie vragen de gemeente om het voorbeeld van Koekelberg te volgen en ook deze noodtoestand uit te roepen en de nodige maatregelen te treffen om betere leefomstandigheden voor iedereen te kunnen verzekeren.

Ze stelt aanbevelingen voor, afkomstig uit een transitiepact opgesteld in Frankrijk. De drie principes van het pact: sensibilisering en vorming, uitbouw van een lokaal beleid in overleg met alle actoren en integratie van sociale en milieucriteria in gemeentelijke beleidsbeslissingen. Er moet een duidelijk transitieplan komen met de medewerking van experts en burgers en in beleidsbeslissingen moet rekening gehouden worden met het klimaat.

Het collectief "Rise for Climate" wil in elke Brusselse gemeente (behalve Koekelberg) een dergelijke burgerinterpellatie indienen om de Brusselse gemeentes aan te sporen samen te werken in dit domein.

De h. Cools geeft aan dat het laatste wetenschappelijke IPCC-rapport duidelijk aantoont dat niet gewacht mag worden om de opwarming te bestrijden. Hij is ervan overtuigd dat er binnen de gemeenteraad een consensus over deze noodtoestand gevonden kan worden. Ecologie moet op een positieve manier gepromoot worden zonder mensen te culpabiliseren.

Volgens Agenda 21 bedraagt de gemeentelijke impact 6% is, waardoor het grootste gedeelte bij de burger ligt. De gemeente moet zich toespitsen op sensibiliseren, waaronder de stemming van een motie.

De h. Hayette is enigszins sceptisch over de capaciteit van de meerderheid om de

klimaatopwarming te bestrijden. Hij vindt dat het college weinig ambitie toont op dit vlak omdat er een bedrag van 40 miljoen euro wordt uitgegeven aan een administratief centrum in plaats van eerder aan de strijd tegen de klimaatopwarming.

Hij bedankt mevr. Buelens om te hebben aangegeven dat sociale en milieucriteria opgenomen moeten worden want de klimaatverstoring raakt vooral de armere bevolking. De PS steunt het collectief Rise for Climate.

Mevr. Culer antwoordt dat het milieu erg belangrijk is voor de MR en verwijst naar de motie Zero Plastic (initiatief van een MR-raadslid). De meerderheid wenst graag samen met de oppositie een motie op te stellen die tijdens de volgende gemeenteraad voorgesteld kan worden.

De h. Desmet vindt dat de noodtoestand vereist dat men traditionele politieke tegenstellingen naast zich neer moet leggen. Ecolo zal meewerken aan deze motie. Hij vermeldt dat Etterbeek heeft voorgesteld om een motie geldig voor het hele Brusselse Gewest op te stellen om een opbod tussen gemeentes te vermijden.

Mevr. Fremault vindt dat men collectief en resoluut de klimaatopwarming moet aanpakken.

Mevr. Haumont geeft aan dat Défi eveneens zal meewerken aan deze motie.

Schepen De Brouwer verwijst naar een reeds gestemde motie (rond transversale plannen zoals Agenda 21 en het Naturaplan) over dit thema.

Sinds 2008 engageert de gemeente zich ook in het PLAGE-plan (Plan voor Lokale Actie voor het Gebruik van Energie). Het bestuur beschikt reeds over een energieadviseur. Binnen een gemeente is de coördinatie van het energiebeleid geen evidentie. De isolatie van gemeentegebouwen kon wel al verbeterd worden en de tweede fase van de werken aan de school Merlo werd aangevat (creatie van een passief gebouw met 90% minder energieverbruik en opvang van 20.000 liter regenwater).

Volgens de algemene beleidsverklaring zal het college het klimaatplan (uit 2008-2009) bijwerken om het ambitieuzer te maken (zoals de toevoeging van het principe zero plastic). De dienst Burgerinspraak zal een grote aandacht besteden aan de klimaatnoodtoestand in het kader van de staten-generaal van 2020, de komende wijkontmoetingen en de herinrichting van de openbare ruimte.

In februari heeft ze nog gewezen op de gevolgen van westerse voeding, meer bepaald de te hoge vleesconsumptie, op het klimaat.

Vegetatie binnen de stad is essentieel om het milieu te beschermen en de gemeente denkt na over de vegetatie aan kruispunten. In de zomer werden er vier dossiers (3 inzake water en 1 inzake wilde bijen) ingediend bij het gewest om subsidies te bekomen in het kader van Agenda 21. De schepen zal ook meer bomen in de openbare ruimte laten aanplanten. Het ontwerp van de "groene vergunningen" is bijna voltooid.

De gemeente Ukkel zal de klimaatnoodtoestand afkondigen via deze motie met concrete bepalingen voor de toekomst. Teksten van andere gemeentes zullen bestudeerd worden om te bekijken of elementen overgenomen kunnen worden. Het college zal rekening houden

met de drie principes van het transitiepact.

Mevr. Buelens bedankt het college en de raad en geeft nog mee dat haar collectief een sterk signaal wil geven om het debat te openen dat uiteindelijk moet leiden tot concrete acties op lange termijn.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation Citoyenne Uccle.pdf

26.09.2019/A/0003 **Démission d'un membre du Conseil de l'action sociale.- Remplacement.**

Le Conseil,

Attendu que par lettre du 2 septembre 2019, M. Michel Bruylant, élu membre effectif du Conseil de l'Action sociale présente la démission de sa fonction;

Considérant que M. Michel Bruylant n'a aucun suppléant;

Vu l'article 17 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, modifiée par l'ordonnance du 14 mars 2019, stipulant :

"Lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du conseil de l'action sociale avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a plus de suppléant, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signé l'acte de présentation du membre à remplacer peuvent présenter un nouveau candidat membre effectif et au moins deux candidats suppléants de sexe différent. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants dans l'ordre de leur numérotation.

Deux candidats suppléants qui se suivent sur l'acte de présentation sont de sexe différent.

S'il en est autrement, il est pourvu au remplacement par un vote secret où chaque conseiller communal dispose d'une voix et où le candidat ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé est déclaré élu; en cas de parité de voix, l'article 15 est applicable."

Considérant que l'acte de présentation de M. Michel Bruylant a été signé par les conseillers communaux suivants :

Mmes Gol-Lescot, Culer, Delvoeye, MM. Dilliès, Cornelis et Biermann;

Que ces mêmes personnes présentent la candidature de Mme Diane Culer comme membre effectif (suppléants selon l'ordre de leur présentation : M. Maxime Berlingin et Mme Sophie Bascour);

Prend acte de la démission de M. Michel Bruylant;

Constata que Mme Diane Culer, née le 25 juin 1955 et domiciliée Avenue Bel Air, 32 boîte 16, remplit toutes les conditions requises par la loi du 8 juillet 1976, pour être installée comme membre effectif;

Les candidats membres effectif et suppléants sont proclamés élus.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Ontslag van een werkend lid van de Raad voor maatschappelijk welzijn.- Vervanging.

De Raad,

Overwegende dat de h. Michel Bruylant, verkozen tot werkend lid van de raad van het Sociale Actie, per brief van 2 september 2019 zijn ontslag voor deze functie kenbaar heeft

gemaakt;

Overwegende dat de h. Michel Bruylant geen opvolger heeft;

Gelet op artikel 17 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019 :

"Wanneer een werkend lid voor het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de raad voor maatschappelijk welzijn en hij geen opvolger meer heeft, kunnen alle nog in functie zijnde gemeenteraadsleden die de akte van voordracht van het te vervangen lid hadden ondertekend, gezamenlijk een nieuw kandidaat-werkend lid en tenminste twee kandidaat-opvolgers van verschillend geslacht voordragen. In dit geval zijn deze kandidaten gekozen verklaard, de kandidaat-opvolgers in de orde van hun nummering.

Twee kandidaat-opvolgers die opeenvolgend staan op de akte van voordracht, zijn van verschillend geslacht.

Is zulks niet het geval, dan wordt in de vervanging voorzien bij een geheime stemming waarbij elks gemeenteraadslid over één stem beschikt en de kandidaat die de meeste stemmen behaalde als verkozen wordt verklaard; bij staking van stemmen, is artikel 15 van toepassing."

Overwegende dat de akte van voordracht van de h. Michel Bruylant werd ondertekend door de volgende gemeenteraadsleden:

mevr. Gol-Lescot, Culer, Delvoye, de hh. Dilliès, Cornelis en Biermann;

Overwegende dat dezelfde personen de kandidatuur van mevr. Diane Culer voorstellen als werkend lid (opvolgers volgens de volgorde van hun voordracht: de h. Maxime Berlingin en mevr. Sophie Bascour),

Stelt vast dat mevr. Diane Culer, geboren op 25 juni 1955 en gehuisvest in de Schoon Uitzichtlaan 32 bus 16, voldoet aan alle voorwaarden vereist door de wet van 8 juli 1976 om aangesteld te kunnen worden als werkend lid;

Neemt akte van het ontslag van de h. Michel Bruylant.

De kandidaten werkende leden en opvolgers worden als verkozen uitgeroepen.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Candidature Mme Culer.pdf

26.09.2019/A/0004 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 3 septembre 2019 - Achat d'une pelleteuse d'occasion - 45.000 € (T.V.A. comprise) - Article 421/743-53/58 - Fonds de réserve;

- 3 septembre 2019 - Achat d'une petite saleuse électrique - 13.500 € (T.V.A. comprise) - Article 421/744-51/58 - Fonds de réserve;

- 3 septembre 2019 - Informatisation des services - Achat de 100 licences Anti-virus pour les pc télétravail et le VDI - 12.529,55 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Emprunt;

- 10 septembre 2019 - Ecole des Arts - Château : stabilisation de la façade affaissée - 120.768,45 € (T.V.A. comprise) - Article 734/724-60/85 - Emprunt;

- 10 septembre 2019 - Crèche du Chat - Mission de maîtrise d'œuvre en techniques spéciales et de conseil en performance énergétique pour le projet de construction d'un étage supplémentaire ainsi que la rénovation de la partie existante - 70.000 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/747-60/96 - Emprunt;
- 17 septembre 2019 - Fourniture et livraison de bancs pour le jardin de pluie - 3.256,79 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;
- 17 septembre 2019 - Matériel et équipement pour les crèches et préguardiennats - 12.900 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/744-98/58 - Fonds de réserve;
- 17 septembre 2019 - Informatisation des services - Achat de matériel divers via la convention de mandat avec le CIRB - 54.581,91 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Emprunt;
- 17 septembre 2019 - Informatisation des services - Mise à niveau et prolongation des licences VMWare - 43.308,88 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Emprunt.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 3 september 2019 - Aankoop van een tweedehands graafmachine - 45.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/743-53/58 - Reservefonds;
- 3 september 2019 - Aankoop van een kleine elektrische zoutstrooier - 13.500 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/744-51/58 - Reservefonds;
- 3 september 2019 - Informatisering van de diensten - Aankoop van 100 licenties Anti-virus voor de pc's voor thuiswerk en de VDI - 12.529,55 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/742-53/53 - Lening;
- 10 september 2019 - Kunstschool - Kasteel : stabilisering van de gebarsten gevel - 120.768,45 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 734/724-60/85 - Lening;
- 10 september 2019 - Kinderdagverblijf van de Kat - Projectmanagement in speciale technieken en energieprestatieadvies voor de bouw van een extra verdieping en de renovatie van het bestaande deel - 70.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/747-60/96 - Lening;
- 17 september 2019 - Levering van banken voor "le jardin de pluie" - 3.256,79 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;
- 17 september 2019 - Materieel en uitrusting voor de kinderdagverblijven en de peutertuinen - 12.900 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/744-98/58 - Reservefonds;
- 17 september 2019 - Informatisering van de diensten - Aankoop van materieel via de mandaatovereenkomst met het ICBG - 54.581,91 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/742-53/53 - Lening;
- 17 september 2019 - Informatisering van de diensten - Upgraden en verlengen van de licenties VMWare - 43.308,88 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/742-53/53 - Lening.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

26.09.2019/A/0005 **A.S.B.L. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle.-
Démission d'un administrateur.- Remplacement.**

Le Conseil,

Attendu que par mail du 27 août 2019, Mme Odile Margaux, conseiller communal, présente sa démission de membre effectif de l'A.S.B.L. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle et ce au profit de M. Nicolas Clumeck, conseiller communal,

Prend acte de la démission présentée par Mme Odile Margaux et désigne M. Nicolas Clumeck, conseiller communal, en qualité de membre effectif pour le groupe DÉFI de l'A.S.B.L. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

V.Z.W. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle.- Ontslag van een bestuurder.- Vervanging.

De Raad,

Aangezien dat per mail van 27 augustus 2019 Mevr. Odile Margaux, gemeenteraadslid, haar ontslag heeft aangeboden als werkend lid van de V.Z.W. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle ten voordele van de h. Nicolas Clumeck, gemeenteraadslid,

Neemt akte van ontslag aangeboden door Mevr. Margaux en duidt de h. Nicolas Clumeck, gemeenteraadslid, aan als werkend lid voor de groep DÉFI bij de V.Z.W. Actions pour les Familles, la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

TR AG de l'asbl Actions pour les Familles la Santé et l'Egalité des Chances à Uccle.msg

26.09.2019/A/0006 **Rémunération pour reprographie et rémunération légale des éditeurs en droit belge (Reprobel).- Administration.- Année de référence 2018.- Convention.**

Le Conseil,

Attendu que la réglementation de reprographie est une réglementation qui fixe les conditions auxquelles les utilisateurs professionnels (principalement dans le secteur privé et le secteur public) peuvent réaliser des photocopies d'œuvres protégées par le droit d'auteur et qui fixe en outre la rémunération que les auteurs et éditeurs doivent recevoir à cet effet;

Qu'en septembre 2018, Reprobel a reçu un mandat pour la perception des droits pour les impressions d'œuvres protégées à partir d'une imprimante d'ordinateur;

Que dans le cadre du renouvellement des conventions conclues avec Reprobel, Brulocalis, association de la ville et des communes de Bruxelles, a rencontré Reprobel dans le cadre de la licence pour reprographie d'une part et de licence pour l'impression d'autre part;

Qu'à la suite des négociations, Repobel propose pour les photocopies et les impressions, de comptabiliser un forfait de 13,30 € (hors T.V.A.) par membre du personnel administratif (ETP);

Considérant que le service du personnel nous a communiqué que le nombre de membres du personnel administratif (équivalent temps plein) est de 251,9, à multiplier par 13,30 € (HTVA) ce qui représente un montant de 3.350,27 € (hors T.V.A.), soit 3.551,29 € (T.V.A. 6 % comprise);

Qu'une nouvelle convention (en annexe) pour l'année de référence 2018 pourrait dès lors être conclue,

Marque son accord sur la nouvelle convention proposée par Repobel pour l'Administration communale pour l'année de référence 2018.

Cette convention est conclue pour un an, à savoir l'année de référence et année civile 2018 et sera renouvelée tacitement chaque année sous les mêmes modalités;

Attendu en outre que Repobel établit et adresse à la Commune des conventions identiques pour différents utilisateurs (bibliothèques, services administratifs...);

Que chacune de ces conventions est soumise à l'accord du Collège et du Conseil;

Que dans un souci d'efficacité, il pourrait être décidé que le Collège et le Conseil marquent leur accord sur toutes nouvelles conventions identiques et ultérieures à la présente et sur la liquidation des montants demandés en vertu de celles-ci,

Décide :

- de marquer son accord sur la convention proposée par Repobel pour l'administration communale pour l'année de référence 2018, ci-annexée;

- de marquer son accord sur toutes les nouvelles conventions identiques et ultérieures à la présente et sur la liquidation des montants demandés en vertu de celles-ci.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Reprografievergoeding en de wettelijke uitgeversvergoeding (Repobel).- Administratie.- Referentiejaar 2018.- Overeenkomst.

De Raad,

Aangezien het reprografiereglement een reglementering is die de voorwaarden vastlegt waaraan professionele gebruikers (in hoofdzaak in de privésector en de openbare sector) door het auteursrecht beschermde werken mogen kopiëren en de vergoeding vastlegt die de auteurs en uitgevers hiervoor moeten krijgen;

Aangezien Repobel in september 2018 een mandaat heeft gekregen voor de inning van de rechten voor het afdrukken van beschermde werken via een computerprinter;

Overwegende dat, in het kader van de vernieuwing van de overeenkomsten met Repobel, Brulocalis, Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Repobel heeft ontmoet in het kader van de licentie voor reprografie en een licentie voor het afdrukken;

Overwegende dat Repobel ingevolge de onderhandelingen voorstelt om voor fotokopieën en afdrukken een forfait van € 13,30 (excl. btw) te boeken per lid van het administratief personeel (VTE);

Overwegende dat de Personeelsdienst ons heeft meegedeeld dat het aantal leden van het administratief personeel (voltijds equivalent) 251,9 bedraagt, te vermenigvuldigen met € 13,30 (excl. btw), aldus € 3.350,27 (excl. btw), ofwel € 3.551,29 (incl. 6% btw);

Overwegende dat er een nieuwe overeenkomst (in de bijlage) afgesloten zou kunnen worden voor het referentiejaar 2018;

Verleent zijn goedkeuring aan de nieuwe overeenkomst, voorgesteld door Repobel voor

het gemeentebestuur voor het referentiejaar 2018.

Deze overeenkomst wordt afgesloten voor één jaar, meer bepaald het referentie- en kalenderjaar 2018, en zal elk jaar stilzwijgend vernieuwd worden onder dezelfde modaliteiten;

Overwegende dat Reprobel bovendien identieke overeenkomsten voor verschillende gebruikers (bibliotheken, administratieve diensten, ...) opstelt en overmaakt aan de gemeente;

Overwegende dat elke overeenkomst ter goedkeuring voorgelegd moet worden aan het college en de raad;

Overwegende dat het efficiënt zou zijn om te beslissen dat het college en de raad hun goedkeuring geven aan alle latere identieke nieuwe overeenkomsten en aan de vereffening van de bedragen die krachtens deze gevraagd worden,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan de nieuwe overeenkomst, voorgesteld door Reprobel voor het gemeentebestuur voor het referentiejaar 2018, toegevoegd in de bijlage;
- zijn goedkeuring te verlenen aan alle latere identieke nieuwe overeenkomsten en aan de vereffening van de bedragen die krachtens deze gevraagd worden.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention Reprobel Administration 2018 FR.pdf, Lettre Brulocalis contrat 2018 administration.pdf

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Voirie - Wegen

26.09.2019/A/0007 **Travaux d'égouttage exécutés par Hydrobru.- Travaux de fourniture et de raccordements des avaloirs.- Exercice 2019.- Approbation de la dépense et du mode de financement.**

Le Conseil,

Attendu qu'un budget de 200.000 € est prévu à l'article 877/732-60/82 des dépenses extraordinaires de 2019 pour des travaux d'égouttage exécutés par Hydrobru et des travaux de raccordements des avaloirs à charge de la commune;

Vu qu'en date du 10 mai 2001, le Conseil communal a approuvé la cession de la gestion du réseau d'égouts de la commune par l'IBra. Entre temps l'IBra a changé de nom et est devenue Hydrobru et Hydrobru et Vivaqua ont fusionné;

Vu qu'une dépense de 200.000 € devrait être prévue afin de pouvoir honorer les factures d'Hydrobru (devenue Vivaqua) en charge de la pose de collecteurs dans le quartier de Verwinkelbeek et en charge de rénovation de collecteurs dans les rues de la commune pourvues d'égout et où il est éventuellement nécessaire d'ajouter des avaloirs;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- d'approuver la dépense estimée à 200.000 € TVA comprise;

- de confier la réalisation des travaux à Vivaqua, gestionnaire du réseau d'égouts de la commune;
- d'engager la dépense de 200.000 € à l'article 877/732-60/82 du budget extraordinaire pour l'exercice 2019.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Rioleringswerken uitgevoerd door Hydrobru.- Levering en aansluiting van straatkolken.- Dienstjaar 2019.- Goedkeuring van de uitgave en de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2019 een bedrag voorziet van 200.000 € op artikel 877/732-60/82 voor de werkzaamheden om straatkolken aan te sluiten, ten laste van de gemeente;

Aangezien de gemeenteraad op 10 mei 2001 de overdracht heeft goedgekeurd van het beheer van het rioolnet van de gemeente aan BrIS, Hydrobru en Vivaqua zijn gefusioneerd; Aangezien een uitgave van € 200.000 voorzien moet worden om de facturen te kunnen betalen van Hydrobru, belast met de plaatsing van collectoren in de wijk van de Verrewinkelbeek en belast met de renovatie van de collectoren in de straten van de gemeente die voorzien zijn van riolering en waar het eventueel nodig is slikkers toe te voegen;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Besluit :

- de uitgave van 200.000,00 €, incl. BTW, goed te keuren;
- het uitvoeren van de werken toe te vertrouwen aan Vivaqua, beheerder van het openbaar rioolnet van de gemeente;
- de uitgave van 200.000,00 € te boeken op artikel 877/732-60/82 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2019.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Valentine Delwart quitte la séance / verlaat de zitting.

Jérôme Toussaint quitte la séance / verlaat de zitting.

Mobilité - Mobiliteit

26.09.2019/A/0008 **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que certains articles doivent être abrogés, demandent une rectification ou une nouvelle disposition;

Abrogations :

Article 13.A.- Un îlot directionnel est établi sur les voies suivantes :

13.A.25.- Rue Victor Allard, au carrefour des rues Beeckman et De Broyer : en saillie;

Article 13.B.- La chaussée est divisée en deux bandes de circulation par des lignes blanches aux endroits suivants :

13.B.53.- Rue Victor Allard, à hauteur des nos 53-51;

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.281.- Rue De Broyer, au carrefour avec la chaussée d'Alseberg. ND 22/12/2005;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants, sur une distance de 6m, sauf spécifié autrement:

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.83.- Avenue du Prince d'Orange, 5, Résidence de l'ambassadeur d'Ouzbékistan : 6 m;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants, sur une distance de 6m sauf spécifié autrement:

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.134.- Avenue du Jonc, 25, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.269.- Rue Vanderkindere, 373;

17.II.1.d.293.- Rue Paul Hankar, 9;

17.II.1.d.340.- Rue Joseph Cuylits, à hauteur du n° 20;

17.II.1.d.351.- Rue Victor Allard, 147;

17.II.1.d.387.- Chaussée de Drogenbos, 110;

Rectifications :

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.86.- Rue Victor Allard, à hauteur du n° 48;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.6- aux motocyclettes.

17.II.6.2.- Rue Auguste Danse, 25, du lundi au vendredi, de 7h00 à 17h30;

Article 20.- Une zone de stationnement de 2 mètres minimum de largeur sera délimitée sur la chaussée parallèlement au trottoir dans les voies suivantes :

20.59.- Rue Victor Allard, du n° 110 au n° 106, du n°106 au n° 88 et du n° 86 au n° 52;

Nouvelles dispositions :

Article 11.A.- Une partie de la voie publique est réservée à la circulation des piétons, des bicyclettes et des cyclomoteurs à deux roues de classe A aux endroits suivants :

11.A.3.- Rue Victor Allard, du n° 43 jusqu'au n° 53;

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.564.- Rue Emile Regard, au carrefour avec l'avenue Mozart;

13.E.565.- Rue De Broyer, au carrefour avec la rue Victor Gambier;

13.E.566.- Rue Beeckman, au carrefour avec la rue Victor Allard;

13.E.567.- Rue Victor Allard, à hauteur du n° 50;

13.E.568.- Rue Victor Gambier, au carrefour avec la rue De Broyer;

Article 13.H.- Une piste cyclable sera matérialisée sur le sol, conformément à l'article 74 de l'A.R., dans les voies ou tronçons de voies ci-après :

13.H.5.- Avenue du Prince d'Orange, de l'avenue Dolez à l'avenue Wellington;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.716.- Rue Baron Guillaume Van Hamme, 2, sur 5 m;

13.J.717.- Rue des Moutons, 46;

13.J.718.- Rue Baron Guillaume Van Hamme, du côté opposé au n° 2, sur 5 m;

13.J.719.- Rue Jean Benaets, côté impair au carrefour avec la chaussée de Saint-Job, sur 5 m;

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.346.- Rue Victor Allard, du n° 289 au n° 293, sur 20 m;

Article 19.- Le stationnement est interdit aux endroits suivants :

19.189.- Avenue du Vossegat, du côté opposé au n° 100 de l'avenue de l'Aulne, sur 19 m;

19.190.- Avenue du Vossegat, n° 37, sur 7 m;

19.191.- Avenue du Vossegat, n° 43, sur 11 m;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci-après :

22.E.285.- Avenue de l'Hélianthe;

22.E.286.- Clos Andrée Dumont;

22.E.287.- Clos Jean-Pierre de Launoit;

22.E.288.- Avenue Jacqueline Harpman;

22.E.289.- Place Olivier Strebelle.

Décide d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- Intrekkingen, verbeteringen en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 en volgende van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald;

Gelet op het ministerieel rondschrijven van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van de verkeerstekens;

Aangezien bepaalde artikels ingetrokken of verbeterd moeten worden of een nieuwe bepaling moeten krijgen,

Intrekkingen :

Artikel 13.A.- Een verkeersgeleider wordt voorzien op de volgende wegen :

13.A.25.- Victor Allardstraat, aan het kruispunt met de Beeckmanstraat en de De Broyerstraat : uitspringend gedeelte;

Artikel 13.B.- De rijbaan wordt verdeeld in rijstroken door witte lijnen op de volgende plaatsen :

13.B.53.- Victor Allardstraat, ter hoogte van de nrs 53-51;

Artikel 13.E.- Op navolgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend :

13.E.281.- De Broyerstraat, aan het kruispunt met de Alsebergsesteenweg. ND 22/12/2005;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden, over een afstand van 6 m, hetzij anders bepaald, aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.83.- Prins van Oranjelaan, 5, residentie van de ambassadeur van Oezbekistan : 6 m;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden, over een afstand van 6 m, hetzij anders bepaald, aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.134.- Biezenlaan, 25, over een afstand van 6 m;

17.II.1.d.269.- Vanderkinderestraat, 373;

17.II.1.d.293.- Paul Hankarstraat, 9;

17.II.1.d.340.- Joseph Cuylytsstraat, ter hoogte van het nr 20;

17.II.1.d.351.- Victor Allardstraat, 147;

17.II.1.d.387.- Drogenbossesteenweg, 110;

Verbeteringen :

Artikel 13.E.- Op navolgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend :

13.E.86.- Victor Allardstraat, ter hoogte van het nr 48;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.6- motorfietsen.

17.II.6.2.- Auguste Dansestraat, 25, van maandag tot vrijdag, van 7 tot 17.30 uur;

Artikel 20.- Op navolgende wegen zal op de rijbaan en evenwijdig met het trottoir een parkeerzone van minimaal 2 meter breed afgebakend worden :

20.59.- Victor Allardstraat, van het nr 110 tot het nr 106, van het nr 106 tot het nr 88 en van het nr 86 tot het nr 52;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 11.A.- Op navolgende plaatsen is een gedeelte van de openbare weg voorbehouden voor het verkeer van voetgangers, fietsers en bromfietsen met twee wielen klasse A :

11.A.3.- Victor Allardstraat, van het nr 43 tot het nr 53;

Artikel 13.E.- Op navolgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend:

13.E.564.- Emile Regardstraat, aan het kruispunt met de Mozartlaan;

13.E.565.- De Broyerstraat, aan het kruispunt met de Victor Gambierstraat;

13.E.566.- Beeckmanstraat, aan het kruispunt met de Victor Allardstraat;

13.E.567.- Victor Allardstraat, ter hoogte van het nr 50;

13.E.568.- Victor Gambierstraat, aan het kruispunt met de De Broyerstraat;

Artikel 13.H.- Op navolgende wegen of gedeelten van wegen wordt een fietspad aangebracht op de grond, overeenkomstig artikel 74 van het KB:

13.H.5.- Prins van Oranjelaan, van de Dolezlaan tot de Wellingtonlaan;

Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, hetzij anders bepaald :

13.J.716.- Baron Guillaume Van Hammestraat, 2, over 5 m;

13.J.717.- Schapenstraat, 46;

13.J.718.- Baron Guillaume Van Hammestraat, van de kant tegenover het nr 2, over 5 m;

13.J.719.- Jean Benaetsstraat, oneven kant aan het kruispunt met de Sint-Jobsesteenweg,

over 5 m;

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden :

14.346.- Victor Allardstraat, van het nr 289 tot het nr 293, over 20 m;

Artikel 19.- Parkeren is verboden op de volgende plaatsen :

19.189.- Vossegatlaan, van de kant tegenover het nr 100 van de Elzeboomlaan, over 19 m;

19.190.- Vossegatlaan, nr 37, over 7 m;

19.191.- Vossegatlaan, nr 43, over 11 m;

Artikel 22.E.- Zones met een snelheidsbeperking van 30 km/u worden voorzien op de volgende plaatsen :

22.E.285.- Zonnebloemlaan;

22.E.286.- Andrée Dumontgaarde;

22.E.287.- Jean-Pierre de Launoitgaarde;

22.E.288.- Jacqueline Harpmanlaan;

22.E.289.- Olivier Strebelleplein.

De bovenstaande maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

2019 09 27_Cc_Annexes.pdf, 2019 09 26_Cc_NoteExplicative.docx, Prince d'Orange_projct PCM-BCS (2).pdf

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

26.09.2019/A/0009 **Propriétés communales.- Garages Fort-Jaco.- Modification de la convention.**

Le Conseil,

Considérant la nouvelle loi communale et notamment l'article 232;

Vu que le service des Propriétés communales donne en location trois garages situés avenue du Fort-Jaco 22;

Vu que, lors de la location, une convention est signée par les deux parties et remise aux futurs locataires;

Vu que la convention a été élaborée il y a des années et que le texte n'est plus adapté aux problèmes du quotidien;

Vu qu'afin de faciliter la communication entre le locataire et l'Administration et afin d'éviter, en cas de non-paiement du loyer, de devoir patienter une année avant de pouvoir résilier le contrat du locataire, le service envisage de modifier certains éléments de la convention actuelle, tels que :

- résiliation facilitée si non-paiement du loyer;

- adaptation du montant de la garantie;

Considérant que la nouvelle convention a été relue par le service Juridique,

Décide d'approuver le nouveau contrat de location de garages avenue du Fort-Jaco 22, à appliquer aux futurs locataires.

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Garages Fort-Jaco.- Wijziging van de overeenkomst.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder het artikel 232;

Aangezien de dienst Gemeente-eigendommen drie garages in de Fort-Jacolaan 22 verhuurt;

Aangezien bij de verhuur een overeenkomst wordt ondertekend door beide partijen, die aan de toekomstige huurders bezorgd wordt;

Aangezien de overeenkomst jaren geleden opgesteld is en de tekst niet meer aangepast is aan de huidige situatie;

Aangezien de dienst overweegt bepaalde elementen van de huidige overeenkomst te wijzigen om de communicatie tussen de huurder en het bestuur te vereenvoudigen en om in geval van niet-betaling van de huur geen jaar te moeten wachten voordat de overeenkomst van de huurder ontbonden kan worden, zoals :

- eenvoudige ontbinding in geval van niet-betaling van de huur;
- aanpassing van het bedrag van de waarborg;

Overwegende dat de nieuwe overeenkomst nagelezen is door de Juridische dienst,

Beslist de nieuwe huurovereenkomst voor garages in de Fort-Jacolaan 22, toe te passen op toekomstige huurders, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
convention Fort-Jaco.pdf*

26.09.2019/A/0010 **Propriétés communales.- Terrain régional situé chaussée de Saint-Job, près de l'arrêt S.N.C.B.- Modification de la convention d'entretien.**

Le point est retiré.

Gemeente-eigendommen.- Gewestelijk terrein gelegen Sint-Jobsesteenweg, dicht bij de N.M.B.S.-stopplaats.- Wijziging van de onderhoudsovereenkomst.

Het punt wordt ingetrokken.

Régie foncière - Grondregie

26.09.2019/A/0011 **Régie foncière.- Garages de l'immeuble, plaine du Bourdon.- Modification de la convention.**

Le Conseil,

Considérant la nouvelle loi communale et notamment l'article 232;

Vu que le service de la Régie foncière donne en location des emplacements situés dans le sous-sol de l'immeuble sis chaussée d'Alseberg 1118-1120 et rue du Château d'Or;

Vu que, lors de la location, une convention est signée par les deux parties et remise aux futurs locataires;

Vu que la convention a été élaborée il y a des années et que le texte n'est plus adapté aux problèmes du quotidien;

Vu qu'afin de faciliter la communication entre le locataire et l'Administration et afin d'éviter, en cas de non-paiement du loyer, de devoir patienter une année avant de pouvoir résilier le contrat du locataire, le service envisage de modifier certains éléments de la convention actuelle, tels que :

- résiliation facilitée si non-paiement du loyer;
- adaptation du montant de la garantie;
- signalisation de soucis dans le parking;

Considérant par ailleurs que la liste d'attente tenue au service est limitée, sans doute à cause du changement de politique de stationnement à Uccle et la fréquence de faillites de commerces au centre d'Uccle;

Considérant qu'il serait dès lors intéressant de faire régulièrement de la publicité gratuite via le site Internet communal et le magazine Wolvendael;

Considérant que la nouvelle convention a été relue par le service Juridique,

Décide :

- d'approuver le nouveau contrat de location d'emplacement au parking Bourdon, à appliquer aux futurs locataires;
- d'autoriser la parution de publicité gratuite pour ce parking, tant sur le site Internet communal que dans le magazine Wolvendael.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Grondregie.- Parking Horzel.- Wijziging van de overeenkomst.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder het artikel 232;

Aangezien de dienst Grondregie parkeerplaatsen op de kelderverdieping van het gebouw op de Alsebergsesteenweg 1118-1120 en de Gulden Kasteelstraat verhuurt;

Aangezien bij de verhuur een overeenkomst wordt ondertekend door beide partijen, die aan de toekomstige huurders bezorgd wordt;

Aangezien de overeenkomst jaren geleden opgesteld is en de tekst niet meer aangepast is aan de huidige situatie;

Aangezien de dienst overweegt bepaalde elementen van de huidige overeenkomst te wijzigen om de communicatie tussen de huurder en het bestuur te vereenvoudigen en om in geval van niet-betaling van de huur geen jaar te moeten wachten voordat de overeenkomst van de huurder ontbonden kan worden, zoals :

- eenvoudige ontbinding in geval van niet-betaling van de huur;

- Anpassing van het bedrag van de waarborg;
- melden van problemen in de parking;

Overwegende bovendien dat de wachtlijst van de dienst beperkt is, waarschijnlijk wegens het gewijzigde parkeerbeleid in Ukkel en het herhaaldelijke faillissement van handelszaken in het centrum van Ukkel;

Overwegende dat het bijgevolg interessant zou zijn om regelmatig gratis reclame te maken op de website van de gemeente en in het Wolvendaelmagazine;

Overwegende dat de nieuwe overeenkomst nagelezen is door de Juridische dienst,

Beslist :

- de nieuwe huurovereenkomst voor parkeerplaatsen in parking Horzel, toe te passen op de toekomstige huurders, goed te keuren;
- de publicatie van gratis reclame voor deze parking toe te staan, zowel op de website van de gemeente als in het Wolvendaelmagazine.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
convention Bourdon.pdf*

DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

Architecture - Architectuur

26.09.2019/A/0012 **Immeuble rue de Stalle 160.- Restructuration et adaptation du bâtiment.-
Approbation du projet, de l'estimation, du dépassement du disponible budgétaire, du mode de passation du marché et du financement de la dépense.**

Le Conseil,

Attendu qu'une sous-allocation de 250.000,00 EUR figure à l'article 137/722-60/96 du budget extraordinaire de 2019 pour couvrir la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet ;

Considérant qu'un montant supplémentaire de 100.000,00 EUR a été sollicité lors des modifications budgétaires 1 et 2 de 2019 et que ces dernières sont devenues exécutoires depuis le 12 août 2019;

Attendu que le cahier spécial des charges rédigé par nos services prévoit une estimation de 521.708,35 EUR HTVA ou 631.267,10 EUR TVAC arrondi à 640.000,00 EUR (majoration et TVAC) soit un montant supérieur de 290.000,00 EUR au disponible budgétaire;

Considérant qu'une deuxième modification budgétaire d'un montant de 290.000,00 EUR sera sollicitée lors de l'introduction des modifications budgétaires 3 et 4 afin de couvrir le dépassement du disponible budgétaire;

Attendu que cette modification budgétaire s'est avérée nécessaire suite à des demandes complémentaires soulevées lors des rencontres avec les futurs utilisateurs telles que la création d'une fosse de réparation de véhicules y compris sa fermeture et sa ventilation, l'adaptation de châssis existant afin de faciliter l'accès des ouvriers vers le dispatching des tâches quotidiennes, l'installation de sanitaires supplémentaires etc...;

Vu l'article 234 alinéa 1er de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 35 1° et 36;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et notamment les articles 8 et 19;

Décide, sous réserve de l'approbation des modifications budgétaires 3 et 4, d'approuver :

- le projet dressé par les services communaux;
- l'estimation arrondie au montant de 640.000,00 EUR (majoration et TVAC);
- le dépassement de 290.000,00 EUR par rapport au disponible budgétaire;
- le mode de passation du marché soit une procédure ouverte;
- le financement de la dépense par demande d'emprunt.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

**Gebouw Stallestraat 160.- Herstructurering en aanpassing van het gebouw.-
Goedkeuring van het project, de raming, de overschrijding van het begrotingskrediet,
de plaatsingswijze van de opdracht en de financiering van de uitgave.**

De Raad,

Aangezien er een krediet van 250.000,00 EUR beschikbaar is onder artikel 137/722-60/96 van de buitengewone begroting 2019 voor de dekking van de kosten voor de uitvoering van het bovenvermelde project;

Aangezien er een bijkomend bedrag van 100.000,00 EUR werd gevraagd via begrotingswijzigingen 1 en 2 van 2019 en deze laatsten uitvoerbaar zijn geworden sinds 12 augustus 2019;

Aangezien het bestek, opgesteld door onze diensten, een raming voorziet van 521.708,35 EUR excl. btw of 631.267,10 EUR incl. btw afgerond tot 640.000,00 EUR (incl. btw en verhoging) ofwel een bedrag dat 290.000,00 EUR hoger is dan het beschikbare begrotingskrediet;

Aangezien er een tweede begrotingswijziging van 290.000,00 EUR aangevraagd zal worden bij de indiening van begrotingswijzigingen 3 en 4 om deze overschrijding te kunnen dekken;

Aangezien deze begrotingswijziging noodzakelijk is ingevolge bijkomende aanvragen van de toekomstige gebruikers zoals de creatie van een herstelput voor voertuigen incl. afsluiting en ventilatie, de aanpassing van de bestaande bouwstructuur voor een betere toegang van de arbeiders tot de dispatching van de dagelijkse taken en de installatie van bijkomend sanitair;

Gelet op artikel 234 alinea 1er van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikels 35 1° en 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juli 2017 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, meer bepaald artikel 8 en 19;

Beslist, onder voorbehoud van de goedkeuring van begrotingswijzigingen 3 en 4, zijn goedkeuring te verlenen aan :

- het project opgesteld door de gemeentediensten;
- de raming afgerond op 640.000,00 EUR (incl. btw en verhoging);
- de overschrijving van 290.000,00 EUR t.o.v. het beschikbare begrotingskrediet,
- de plaatsingswijze van de opdracht ofwel een openbare procedure;
- de financiering van de uitgave door middel van een lening.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

41 annexes / 41 bijlagen

*STA_MR_TOUS_NL.pdf, clauses administratives.docx,
04_3116_STA160_PR_HVAC_101_B.pdf, 12073-24-STALLE160-01a mezzanine.pdf,
04_3116_STA160_ELEC_SP_STA-00-LT-TL_IndA_20190710.pdf,
04_3116_STA160_PR_HVAC_102_B.pdf, STA_MD_TOUS_FR.pdf, clauses
administratives_nl.docx, 04-3116-STAL160_TS_ELEC_SP_TD2.3-
EB2.3_IndB_20190725.pdf, STA_CSC_TOUS_NL.pdf,
04_3116_STA160_ELEC_PL_SP_STA-00-Ga-4_IndC_20190725.pdf,
04_3116_STA160_ELEC_PL_001_IndC_20190725.pdf, 12073-24-STALLE160-03a banc
de freinage.pdf, STA_ME_TOUS_FR.pdf, 04_3116_STA160_ELEC_PL_SP_STA-
00b_IndA_20190507.pdf, STA_CSC_TOUS_FR.pdf,
04_3116_STA160_ELEC_PL_002_IndC_20190725.pdf, STA_essai_sol.pdf,
04_3116_STA160_ELEC_PL_SP_STA-00-At-1_IndB_20190725.pdf,
STA_SOU_15.000_Bordereau des portes exterieures.pdf, 04-3116-
STA160_TS_ELEC_SP_Eclair.-Verlicht._IndB_20190710.pdf, Stalle-GVP.pdf,
STA_SOU_15.002_Bordereau des chassis.pdf, 04_3116_STA160_ELEC_PL_SP_STA-01-
At-1_IndA_20190507.pdf, 04-3116-STAL160_TS_ELEC_SP_TD2.2-
EB2.2_IndC_20190725.pdf, 04_3116_STA160_ELEC_PL_SP_STA-00-Sk-
2_IndB_20190710.pdf, 04-3116-STAL160_TS_ELEC_SP_TD-EB-
HVAC2_IndB_20190725.pdf, STA_MD_TOUS_NL.pdf,
04_3116_STA160_ELEC_PL_STA-02-SRD_IndA_20190507.pdf, 04-3116-
STA160_TS_ELEC_SP_TD2-EB2_IndC_20190725.pdf, STA_MR_TOUS_FR.pdf,
04_3116_STA160_PR_TS_002_B.pdf, 16.000_CARNET DES PIÈCES
GRAPHIQUES_GRAPHISCHE DELEN BOEK.pdf,
04_3116_STA160_ELEC_PL_SP_STA-00-Sk-3_IndA_20190507.pdf, Stalle - PSS.pdf,
04_3116_STA160_ELEC_PL_SP_STA-01-Ga3-4-Ma-2_IndB_20190715.pdf,
04_3116_STA160_PR_TS_001_B.pdf, STA_ME_TOUS_NL.pdf,
4_3116_STA160_ELEC_PL_SP_STA-00a_IndC_20190725.pdf,
STA_SOU_15.001_Bordereau des portes interieures.pdf, 12073-24-STALLE160-02a paroi
séparatrice.pdf*

COORDINATEUR PROJET U - COÖRDINATOR PROJECT U

Coordination projet U - Coördinatie project U

26.09.2019/A/0013 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- Approbation de la convention fixant les conditions d'octroi du subside FEDER.**

Le Conseil,

Considérant le projet de regroupement des services communaux dans le futur centre administratif;

Considérant que la Région a lancé un appel à projet FEDER en mars 2018;

Considérant que cet appel à projets visait à financer des projets améliorant l'efficacité

énergétique dans les bâtiments publics;

Considérant que les services techniques ont introduit un dossier de candidature en octobre 2018;

Considérant que la Région, suite à l'examen des dossiers de candidatures a octroyé un montant de 106.838,00 € à la Commune d'Uccle dans le cadre du Projet U;

Considérant qu'il convient de fixer les modalités d'octroi du subside par l'intermédiaire d'une convention;

Considérant que ce projet de convention a été établi conjointement entre la Commune et la Région,

Décide d'approuver le projet de convention fixant les modalités d'octroi du subside s'élevant à 106.838,00 €.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

De dringendheid wordt gevraagd en unaniem aangenomen.- Goedkeuring van de overeenkomst die de toekenningsvoorwaarden vastlegt van de FEDER subsidie.

De Raad,

Overwegende het project voor de groepering van de gemeentediensten in het toekomstig administratief centrum;

Overwegende dat het gewest in maart 2018 een EFRO-projectoproep gelanceerd heeft;

Overwegende dat deze projectoproep beoogde projecten te financieren die de energie-efficiëntie in openbare gebouwen verbeteren;

Overwegende dat de technische diensten in oktober 2018 een kandidatuurdossier ingediend hebben;

Overwegende dat het gewest na onderzoek van de kandidatuurdossiers de gemeente Ukkel een bedrag van € 106.838,00 toegekend heeft in het kader van het Project U;

Overwegende dat de toekenningsmodaliteiten van de subsidie vastgelegd moeten worden in een overeenkomst;

Overwegende dat dit ontwerp van overeenkomst gezamenlijk opgesteld is door de gemeente en het gewest,

Beslist het ontwerp van overeenkomst tot vastlegging van de toekenningsmodaliteiten van de subsidie van € 106.838,00 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

FEDER Convention Projet U.pdf, FEDER Convention Projet U nl.pdf

Valentine Delwart entre en séance / treedt in zitting.

Emmanuel De Bock entre en séance / treedt in zitting.

Jérôme Toussaint entre en séance / treedt in zitting.

Patrick Zygas entre en séance / treedt in zitting.

Boris Dilliès quitte la séance / verlaat de zitting.

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

Participation citoyenne - Burgerparticipatie

26.09.2019/A/0014 **Subside coup de pouce projet citoyen.- Accord de principe.**

Le Conseil,

Vu que des ateliers participatifs (living labs) ont été organisés à Uccle dans le cadre du projet Vilco par Brulocalis et ses partenaires avec des représentants du Comité de quartier durable Saint Job, d'Oxy 15, d'Uccle en transition et de la commune pendant une année;

Vu que le processus d'ateliers de réflexion touche à sa fin et que parmi les pistes d'expérimentation privilégiées par les habitants de la commune ayant participé à ce processus, le besoin d'avoir un soutien financier de la commune pour des projets citoyens sous forme de « subside coup de pouce » est ressorti nettement;

Vu que l'échevinat de la participation citoyenne souhaite soutenir les initiatives citoyennes à l'aide de subsides de faibles montants;

Vu que l'échevinat de la participation citoyenne propose de mettre en place une enveloppe « Coup de pouce projet citoyen » d'un montant maximum de 4.000 euros en 2019 destinée aux projets citoyens présentés par des comités de quartiers, groupements de citoyens et initiatives citoyennes; associations de fait ou asbl ayant pour objectif d'améliorer le cadre de vie des Ucclois et de renforcer les liens entre habitants dans une perspective de développement durable;

Vu que l'échevinat souhaite octroyer des subsides d'un montant compris entre 200 et 1.000 euros pour ces projets citoyens;

Vu qu'un règlement et formulaire de demande ont été réalisés pour l'octroi de ces subsides et que ces documents seront disponibles sur le site de la commune;

Vu qu'une grille d'évaluation est en cours de préparation et sera soumise au collège ultérieurement;

Vu qu'il est prévu de communiquer sur ce subside, notamment dans le Wolvendael de septembre et octobre 2019, sur les réseaux sociaux, sur le site de la commune, auprès des comités de quartier et initiatives citoyennes recensés, pendant la Foire de Saint-Job qui se déroule le 14 septembre et la Fête des possibles qui se déroule le 21 septembre;

Vu que des modifications budgétaires ont été introduites et devront être approuvées en Conseil communal afin d'augmenter l'enveloppe destinée aux subsides sur le budget globalisé Participation citoyenne;

Vu que les demandes de subsides en 2019 pourraient être effectuées du 1 au 31 octobre 2019;

Vu que la sélection des subsides se ferait par un comité composé d'un-e représentant-e de chaque groupe politique présent au Conseil communal et de l'échevine de la participation qui se réunirait à deux reprises pendant cette période;

Vu que les subsides aux projets sélectionnés devront être approuvés par le collège et passer en Conseil communal au plus tard en décembre 2019, que les subsides accordés seront engagés par le collège avant le 31 décembre 2019 et qu'ils devront être dépensés par les lauréats avant le 30 juin 2020,

Décide :

- la mise en place d'une enveloppe subside « Coup de pouce projets citoyens » pour un montant total maximum de 4.000 euros pour l'année 2019 sur le budget globalisé affecté à la Participation citoyenne;
- la sélection des projets par un comité composé par un représentant de chaque parti politique représentés au Conseil communal et de l'échevine de la participation avant soumission au collège et conseil communal;
- d'approuver le règlement et le formulaire en annexe;
- la communication sur ce subside via le Wolvendael, le site et la page Facebook de la

commune, la Foire de Saint-Job et la Fête des possibles à partir de septembre 2019.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 32 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Marc Cools, Hans Marcel Joos Van de Caeter.

Subsidie "coup de pouce burgerproject".- Principieel akkoord.

De Raad,

Aangezien er in Ukkel in het kader van het Vilco-project een jaar lang participatieve workshops (living labs) georganiseerd werden door Brulocalis en zijn partners met vertegenwoordigers van het comité Duurzame wijk Sint-Job, Oxy 15, Uccle en transition en de gemeente;

Aangezien de reeks workshops op zijn einde loopt en tussen de experimentele pistes gekozen door de inwoners van de gemeente die aan dit project deelgenomen hebben, de behoefte aan financiële ondersteuning van de gemeente voor burgerprojecten in de vorm van een ondersteuningssubsidie duidelijk geworden is;

Aangezien de dienst Burgerinspraak de burgerinitiatieven wil ondersteunen met behulp van geringe subsidies;

Aangezien de dienst Burgerinspraak voorstelt een budget "Ondersteuning burgerproject" met een maximumbedrag van € 4.000 in 2019 in te voeren, bestemd voor burgerprojecten ingediend door wijkcomités, burgergroeperingen en burgerinitiatieven, feitelijke verenigingen of vzw's die als doel hebben de leefomgeving van de Ukkelaars te verbeteren en de banden tussen de inwoners te versterken in een perspectief van duurzame ontwikkeling;

Aangezien de dienst voor deze burgerprojecten subsidies wenst toe te kennen voor een bedrag van € 200 tot € 1.000;

Aangezien er een reglement en een aanvraagformulier voor de toekenning van deze subsidies opgesteld werden en deze documenten beschikbaar zullen zijn op de website van de gemeente;

Aangezien er een evaluatierooster voorbereid wordt, dat later aan het college voorgelegd zal worden;

Aangezien het voorzien is over deze subsidie te communiceren, meer bepaald in de Wolvendael van september en oktober 2019, op de sociale netwerken, op de website van de gemeente, bij de opgelijste wijkcomités en burgerinitiatieven, tijdens de Jaarmarkt van Sint-Job op 14 september en het Fête des possibles op 21 september;

Aangezien er begrotingswijzigingen ingediend werden en goedgekeurd moeten worden door de gemeenteraad om het budget voor de subsidies op de globale begroting Burgerinspraak te verhogen;

Aangezien de subsidies in 2019 aangevraagd zouden kunnen worden van 1 tot 31 oktober 2019;

Aangezien de subsidies geselecteerd zouden worden door een comité bestaande uit een vertegenwoordiger van elke politieke fractie in de gemeenteraad en de schepen van Burgerinspraak, dat tijdens deze periode twee keer zou vergaderen;

Aangezien de subsidies voor de geselecteerde projecten door het college goedgekeurd moeten worden en ten laatste in december 2019 op de gemeenteraad moeten komen, aangezien de toegekende subsidies door het college aangegaan zullen worden voor 31 december 2019 en ze door de laureaten besteed moeten worden voor 30 juni 2020;

Beslist :

- een subsidiebudget "Ondersteuning burgerprojecten" in te voeren voor een maximum totaalbedrag van € 4.000 voor het jaar 2019 op de globale begroting voor Burgerinspraak;

- de projecten te laten selecteren door een comité bestaande uit een vertegenwoordiger van elke politieke partij vertegenwoordigd in de gemeenteraad en de schepen van Burgerinspraak voor voorlegging aan het college en de gemeenteraad;
- het reglement en het formulier in de bijlage goed te keuren;
- te communiceren over deze subsidie via de Wolvendael, de website en de Facebookpagina van de gemeente, op de Jaarmarkt van Sint-Job en het Fête des possibles vanaf september 2019.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Cools, Hans Marcel Joos Van de Caeter.

4 annexes / 4 bijlagen

FORMULAIRE Subside Coup de pouce projet citoyen final.docx, REGLEMENT Subside coup de pouce projet citoyen final 2409.docx, FORMULAIRE Subside Coup de pouce projet citoyen final (1)1_nl.docx, REGLEMENT subsidie coup de pouce projet citoyen 2019 final_nl.docx

Eric Sax entre en séance / treedt in zitting.

DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES - DEPARTEMENT HUMAN RESSOURCES

Personnel - Personeel

26.09.2019/A/0015 **Personnel.- Règlement relatif à l'intervention de la Commune dans les frais de déplacement des membres du personnel.- Modification.**

Le Conseil,

Vu le règlement relatif à l'intervention de la Commune dans les frais de déplacement des membres du personnel adopté par le Collège du 21 décembre 2017 et le Conseil du 25 janvier 2018;

Vu la décision de principe du Collège des Bourgmestre et échevins en séance du 12 février 2019 de s'affilier au système de vélos partagés dans le cadre d'une solution alternative pour les déplacements professionnels pour les membres du personnel communal;

Vu la décision du Conseil du 25 avril 2019 de conclure une convention avec la firme Villo accordant au personnel communal la possibilité d'utiliser des bicyclettes en libre-service pour les déplacements professionnels;

Attendu que sur base de cette Convention, le règlement relatif à l'intervention de la Commune dans les frais de déplacement des membres du personnel doit être modifié afin d'intégrer la possibilité pour les agents de recourir aux bicyclettes en libre-service pour leurs déplacements professionnels;

Vu l'accord du Collège des Bourgmestre et échevins du 3 septembre 2019;

Vu le protocole d'accord obtenu en Comité particulier de négociation le 12 septembre 2019,

Décide d'arrêter les modifications apportées au règlement repris en annexe relatif à une intervention de la Commune dans les frais de déplacement des membres du personnel.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Personeel.- Reglement betreffende de gemeentelijke tussenkomst in de verplaatsingskosten van het personeel.- Wijziging.

De Raad,

Gelet op het reglement betreffende de gemeentelijke tussenkomst in de verplaatsingskosten van het personeel, goedgekeurd door het college op 21 december 2017 en door de raad op 25 januari 2018;

Gelet op het principebesluit van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 12 februari 2019 om toe te treden tot het systeem van deelfietsen in het kader van een alternatief voor de beroepsverplaatsingen door de leden van het gemeentepersoneel;

Gelet op de beslissing van de raad van 25 april 2019 om een overeenkomst te sluiten met de firma Villo, waardoor het gemeentepersoneel de mogelijkheid krijgt deelfietsen te gebruiken voor beroepsverplaatsingen;

Aangezien op basis van deze overeenkomst het reglement betreffende de gemeentelijke tussenkomst in de verplaatsingskosten van het personeel gewijzigd moet worden om de mogelijkheid voor de ambtenaars om voor hun beroepsverplaatsingen gebruik te maken van deelfietsen erin op te nemen;

Gelet op het akkoord van het college van burgemeester en schepenen van 3 september 2019;

Gelet op het protocolakkoord, afgesloten in het bijzonder onderhandelingscomité van 12 september 2019,

Beslist de wijzigingen aan het reglement in de bijlage betreffende de gemeentelijke tussenkomst in de verplaatsingskosten van het personeel goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Règlement déplacement dernière version.pdf, NL - Règlement frais de déplacement.pdf

Valentine Delwart quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

26.09.2019/A/0016 **Question orale de Mme Vandeputte : Nuit de l'obscurité du 12 octobre 2019**

Mme Vandeputte rappelle que l'éclairage artificiel est une source de confort et procure un sentiment de sécurité. Il permet de mener des travaux de grande précision, tant en période diurne que nocturne, ou, à l'inverse, de créer une ambiance « cosy ». Mais il peut aussi être une source de pollution. Il provoque des gaspillages d'énergie lorsqu'il reste inutilement activé. Il génère une pollution lumineuse nuisible pour l'environnement, notamment pour la faune, qui vit spontanément au rythme de l'éclairement naturel. L'Association pour la sauvegarde du ciel et de l'environnement nocturnes (ASCEN), active dans la sensibilisation à cette problématique particulière, cherche à « éviter l'extraordinaire gaspillage d'énergie auquel nous assistons actuellement, sans porter préjudice ni à la sécurité ni au confort des habitants des villes et des campagnes ».

Dans le cadre de cette sensibilisation, l'ASCEN organise la Nuit de l'obscurité, prévue cette année le 12 octobre 2019.

Le site de cette association mentionne que 4 communes bruxelloises prennent part à cette action, selon des formes diverses.

La commune d'Uccle pourrait-elle y participer ?

Quoique le délai soit très court, le Collège pourrait-il lancer une action, même symbolique, qui s'inscrirait dans le programme de cette nuit particulière ?

Dans le cas où une telle initiative s'avérerait impossible pour cette année-ci, pourrait-on l'envisager pour l'année prochaine ?

Pourrait-on, le cas échéant, permettre aux initiatives citoyennes de se déployer par le lancement d'un appel à projets sur ce sujet ?

Le Collège pourrait-il réfléchir à l'organisation d'un événement susceptible de rassembler toutes les générations des différents quartiers ucclois ?

Mme l'Echevine De Brouwer répond que la commune d'Uccle va participer à la prochaine Nuit de l'obscurité.

Grâce à la collaboration des services de M. l'Echevin Wyngaard, les lumières de la Maison communale et de l'église du parvis Saint-Pierre seront éteintes.

Le Collège invite les habitants à participer à cette action chez eux, en éteignant les lumières de leur façade et de leur jardin, en fermant plus tôt leurs volets et rideaux, en éteignant leurs écrans et leur éclairage intérieur pour ne pas illuminer la rue.

Le magazine Wolvendaël a consacré un article à cette manifestation, qui sera également traitée dans les autres canaux d'information.

Mme Delwart, Echevine de l'Economie, a envoyé un courrier aux commerçants ucclois pour solliciter leur participation, qui s'avère cruciale pour réduire le gaspillage énergétique causé par l'éclairage nocturne des magasins ucclois.

Mme l'Echevine De Brouwer est tout à fait favorable à la planification d'un événement, par exemple une promenade thématique sur la faune, pour l'année prochaine si le délai restant n'en permet pas l'organisation cette année-ci.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Vandeputte : Nacht van de duisternis van 12 oktober 2019.

Mevr. Vandeputte geeft aan dat verlichting voor comfort en veiligheid zorgt maar ook nadelen heeft: energieverstopping (onnodige verlichting) en verstoring van de natuurlijke omgeving (fauna, ...). De "Association pour la sauvegarde du ciel et de l'environnement nocturnes" (ASCEN) is actief in dit domein en organiseert een Nacht van de duisternis op 12 oktober 2019. Zal Ukkel hier ook aan deelnemen? Kan het college - gelet op de korte termijn - nog een (symbolische) actie voorzien in het kader? Is een oproep tot burgerprojecten in dit domein mogelijk of een evenement waarbij alle generaties van de Ukkelse wijken betrokken worden?

Schepen De Brouwer antwoordt dat Ukkel zal deelnemen aan de volgende Nacht van de duisternis. De verlichting van het gemeentehuis en de kerk van het Sint-Pietersvoorplein zal gedoofd worden. Het college nodigt de inwoners uit om thuis hieraan deel te nemen (gevel- en tuinverlichting uitzetten, gordijnen dicht doen, ...).

De Wolvendaël heeft een artikel hieraan gewijd en er zal nog via andere kanalen hierover geïnformeerd worden. Schepen van Economie mevr. Delwart heeft een brief naar de

Ukkelse handelaars gestuurd om hen aan te moedigen hieraan deel te nemen (gevelreclame uitzetten, ...).

Schepen De Brouwer is voorstander van de organisatie van een evenement volgend jaar (zoals een themawandeling) indien dit omwille van de korte termijn dit jaar niet meer mogelijk zou zijn.

De Raad neemt kennis.

Boris Dilliès entre en séance / treedt in zitting.

26.09.2019/A/0017 **Question orale de M. Cohen : l'école du Merlo.**

M. Cohen rappelle que l'enquête publique sur les travaux de l'école du Merlo s'est achevée le 9 septembre et que la commission de concertation a eu lieu le 18 du même mois.

Ce projet prévoit la démolition de pavillons et la construction d'un nouveau bâtiment comprenant des classes et des ateliers.

M. l'Echevin Biermann a d'ailleurs présenté ce projet en commission il y a quelques mois et, selon M. Cohen, il y a lieu d'en être fier. Les travaux pour la rénovation de cette école vont donc bientôt commencer.

Cependant, les parents et le corps professoral manifestent une certaine inquiétude car ils ignorent où et comment se dérouleront les cours : dans des containers installés sur le site de l'école ou sur d'autres sites, ou encore dans d'autres locaux...

Le Collège a-t-il pris une décision en ce domaine ? Si c'est le cas, en quoi consiste-t-elle ? Quand et comment les parents et les enseignants en seront informés ?

Mme l'Echevin Gol-Lescot confirme que les travaux vont bientôt commencer. La commission de concertation n'a pas émis de critique par rapport aux travaux de l'école du Merlo mais il va de soi que pendant les deux années prévues pour ces travaux, les élèves de l'école du Merlo doivent être relocalisés.

Les travaux de l'école de Calevoet, qui doivent mener à un dédoublement de cet établissement, s'achèvent alors que ceux de l'école du Merlo vont être entrepris.

Etant donné que le site de l'école de Calevoet est susceptible d'accueillir à terme environ 250 élèves, le Collège a estimé que les 120 élèves de l'école du Merlo pouvaient y être accueillis durant les deux années prévues pour les travaux de leur propre établissement.

Il s'agit donc d'un accueil d'enfants sur le site d'un autre établissement scolaire et non d'une fusion d'écoles. Cela n'exclut pas la possibilité de mener des actions en commun mais de toute façon, les éventuelles collaborations entre les deux établissements seront mises en place petit à petit.

Les enseignants, dont les syndicats n'ont pas émis d'objection au projet, ont été correctement informés.

Vu que l'école du Merlo accueille des enfants ayant besoin d'un encadrement paramédical (logopèdes, etc.), les services communaux sont retournés sur le site de Calevoet la semaine dernière pour si voir le dispositif paramédical pouvait être installé dans les nouveaux bâtiments, car il y a encore un certain doute à cet égard. Si cela ne s'avère pas possible, des portes à cabines seront installées sur une des cours de récréation pour accueillir l'infrastructure paramédicale de l'école du Merlo. Les parents d'élèves des deux établissements en ont été avisés par courrier.

Le ramassage scolaire dont bénéficie l'école du Merlo sera organisé de manière à ce que les élèves soient déposés à l'école de Calevoet.

Mme l'Echevin Gol-Lescot précise encore que les déménagements seront effectués durant les vacances d'été.

M. Cohen approuve la décision du Collège car elle évite l'installation de classes dans des containers.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cohen : de Merloschool.

De h. Cohen verwijst naar de geplande werken aan de school Merlo (afbraak van paviljoens en constructie van een nieuw gebouw). Deze renovatie zou binnenkort starten maar de ouders en het onderwijzend personeel weten momenteel nog niet waar de lessen zouden plaatsvinden: in containerklassen, andere lokalen, ...? Heeft het college al een beslissing genomen en wanneer en hoe zullen de betrokkenen geïnformeerd worden?

Schepen Gol-Lescot bevestigt dat dat de werken binnenkort zullen starten en twee jaar zullen duren. De 120 leerlingen van Merlo zullen terecht kunnen in de school Calevoet. De scholen blijven gescheiden (geen fusie van klassen) maar enige samenwerking kan uiteraard. Het onderwijzend personeel werd reeds geïnformeerd.

Aangezien er een paramedische omkadering vereist is voor de school Merlo, zal bekeken worden of dit mogelijk is in de nieuwe gebouwen. Zo niet, zal dit voorzien worden op de speelplaats. Het schoolvervoer van Merlo zal naar Calevoet rijden. Tijdens de zomervakantie zal de verhuizing plaatsvinden.

De h. Cohen keurt dit goed omdat dit de installatie van klassen in containers vermijdt.

De Raad neemt kennis.

Carine Gol-Lescot quitte la séance / verlaat de zitting.

Michel Cohen quitte la séance / verlaat de zitting.

26.09.2019/A/0018 **Question orale de Mme Fraiteur : signalement et respect de la zone 30 avenue Lancaster.**

Mme Fraiteur rappelle que la commune a opté il y a quelques années pour la mise en zone 30 de l'avenue Hamoir et de l'avenue Albert Lancaster.

La présence de l'école Hamaide et le trafic intense dû au contournement de la chaussée de Waterloo par l'avenue Hamoir et l'avenue Albert Lancaster, surtout en début et en fin de journée, ont justifié cette décision.

Au cours des derniers mois, des habitants de l'avenue Albert Lancaster se sont adressés à Mme Fraiteur pour demander que des mesures soient prises afin de veiller au respect des limitations de vitesse dans la zone 30.

Il n'est pas rare de voir des véhicules quitter l'avenue Hamoir à toute vitesse pour dévaler dans l'avenue Albert Lancaster, en raison de la déclivité de cette dernière. Les riverains éprouvent des difficultés à sortir de leur garage et, en moins d'une année, ont eu à déplorer

la mort de trois animaux, percutés par des véhicules.

Certes, un panneau indicateur de la zone 30 a été placé au début de l'avenue Hamoir lorsqu'on vient de la chaussée de Waterloo, des brise-vitesse ont été installés sur son parcours, de même que des rappels de la limitation de vitesse. Cependant, aucun signallement n'indique que la limite de 30 km/heure est en vigueur pour les véhicules s'engageant dans la descente de l'avenue Albert Lancaster.

Dans le sens inverse, en provenance de l'avenue Jean et Pierre Carsoel, un panneau indique clairement l'entrée en zone 30.

Ne pourrait-on placer un panneau indiquant la prolongation de la zone 30 au début de l'avenue Albert Lancaster lorsqu'on vient de l'avenue Hamoir ? En effet, les conducteurs semblent penser - à tort - que la zone 30 se termine une fois l'avenue Hamoir quittée, ce qui les incite à s'engager à toute vitesse dans l'avenue Albert Lancaster.

Le Collège pourrait-il envisager d'établir des ralentisseurs, des dispositifs de contrôle, des indications visibles au sol ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que l'avenue Albert Lancaster a fait l'objet d'un réaménagement en 2004 et que sa mise en zone 30 a été décidée en 2005.

Les services communaux disposent de relevés de vitesse pour l'avenue Albert Lancaster datant de décembre 2018. Selon ces relevés, de nombreux automobilistes ne respectent pas les limitations de vitesse dans cette voirie, vu que la moitié d'entre eux roulent à plus de 40 km/heure et 10 % dépassent le seuil de 50 km/heure. Ces excès de vitesse, incontestables même dans le cas où on ferait preuve de mansuétude à l'égard d'un dépassement des limites autorisées, sont dus en partie à la largeur et la déclivité de cette avenue.

Un panneau « zone 30 » a été placé bien en amont, mais vu que le code de la route ne prévoit pas le placement de panneaux de rappel à intervalles réguliers, il n'est pas possible d'en installer. Par contre, l'indication de rappels « zone 30 » au sol est tout à fait autorisée. M. l'Echevin Wyngaard est donc tout à fait disposé à multiplier les marquages au sol, à l'instar des logos qui figurent déjà au carrefour entre les avenues Hamoir et Albert Lancaster.

Quant aux éventuels dispositifs ralentisseurs, on pourrait envisager d'installer des coussins berlinois mais ceux-ci présentent l'inconvénient de générer des vibrations dans les habitations.

Les services de l'échevinat estiment qu'il serait vraisemblablement plus opportun de d'installer des chicanes dans une voirie telle que l'avenue Albert Lancaster, quoique ce type de dispositif réduise l'espace disponible pour le stationnement.

Le Collège a validé un projet d'extension des zones 30 sur le territoire communal, conformément à sa Déclaration de politique générale. Ce projet sera soumis à l'avis des citoyens uclois dans les prochains mois avant son adoption définitive par le Conseil communal.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Fraiteur : signalering en respecteren van de zone 30 Lancasterlaan.

Mevr. Fraiteur geeft aan dat de inwoners van de Albert Lancasterlaan maatregelen vragen om de snelheid in deze zone 30 (enkele jaren geleden ingevoerd) te doen naleven. Er zijn wel enkele voorzieningen zoals een bord zone 30 aan het begin van de Hamoirlaan en snelheidsremmers maar er is onvoldoende signalisatie waardoor bestuurders ten onrechte denken dat ze zich niet meer in een zone 30 bevinden.

Overweegt het college snelheidsremmers of andere maatregelen, markeringen op de

grond?

Schepen Wyngaard antwoordt dat een snelheidsonderzoek van december 2018 heeft aangetoond dat de snelheid er niet wordt gerespecteerd: de helft rijdt meer dan 40 km/u en 10% meer dan de 50 km/u. Dit heeft ongetwijfeld te maken met de breedte en de helling van deze laan.

De wegcode voorziet geen herinneringsborden zone 30 op regelmatige afstanden maar wegmarkeringen zijn wel toegelaten. De schepen zal meer markeringen laten aanbrengen. Enkele mogelijke opties zijn nog Berlijnse kussens (nadeel: trillingen in woningen) en zigzagdoorgangen (nadeel: minder parkeerplaatsen). De h. Wyngaard is bereid om meer wegmarkeringen te laten aanbrengen.

Overeenkomstig de algemene beleidsverklaring zal het college de zones 30 uitbreiden. Het ontwerp zal de komende maanden voorgelegd worden aan de Ukkelse inwoners.

De Raad neemt kennis.

26.09.2019/A/0019 **Question orale de M. Desmet : formulation des annonces matrimoniales.**

Le point est retiré. Transformé en question écrite.

Mondelinge vraag van de h. Desmet : formulering van de huwelijksaankondigingen.

Het punt wordt ingetrokken. Omgevormd tot schriftelijke vraag.

Carine Gol-Lescot entre en séance / treedt in zitting.

Valentine Delwart entre en séance / treedt in zitting.

Michel Cohen entre en séance / treedt in zitting.

Véronique Lederman-Bucquet entre en séance / treedt in zitting.

26.09.2019/A/0020 **Question orale de M. Cools : la protection des zones de recul.**

M. Cools estime qu'un trop grand nombre de zones de recul ont été transformées au cours du temps en zones de parking. Depuis le 1er janvier 2007, le Règlement régional d'urbanisme (RRU) interdit cette transformation et contribue ainsi à préserver le caractère paysager de nombreuses voiries de la commune.

Pourtant, de telles demandes sont encore introduites pour de telles transformations. C'est le cas par exemple d'une demande de permis introduite récemment pour créer un emplacement de parking devant le n° 54 de l'avenue Coghen, artère arborée où les jardins en front de rue apportent charme et beauté.

Des arguments multiples sont avancés pour justifier la création d'emplacements de stationnement en zones de recul, tels que le manque de places de parking en voirie ou l'achat d'un véhicule électrique par des citoyens ne disposant pas d'un garage. Ces justifications ne peuvent être prises en compte. Outre l'impact paysager, la création d'un espace de stationnement en zone de recul entraîne souvent la suppression d'un emplacement de parking public en voirie.

Des demandes humainement plus délicates sont susceptibles d'être formulées, comme l'instauration d'un emplacement en zone de recul pour des personnes handicapées. Mais plutôt que de porter atteinte à la zone de recul, n'est-il pas plus judicieux de créer un emplacement réservé aux personnes handicapées en voirie ?

Selon M. Cools, il est inutile de traquer les situations irrégulières en matière de zones de recul qui existeraient depuis plusieurs dizaines d'années. Il en va autrement des infractions qui seraient commises aujourd'hui.

Quelle est la politique menée par le Collège en ce domaine ? Le Collège soutient-il les demandes de dérogation au règlement régional d'urbanisme ? Lorsque l'infraction persiste après l'établissement d'un procès-verbal d'infraction, l'administration communale dresse-t-elle des procès-verbaux pour continuation de l'infraction ?

M. l'Echevin Biermann répond qu'en matière de lutte contre la transformation des zones de recul, le Collège souhaite inscrire son action dans la continuité de la politique menée par les majorités antérieures.

D'ailleurs, le Collège actuel est peut-être encore plus rigoureux que ses prédécesseurs dans certains domaines, notamment la protection des intérieurs d'îlots.

M. l'Echevin Biermann signale que des demandes de permis d'urbanisme sont régulièrement introduites pour la transformation de zones de recul. Le Collège ayant pour principe d'appliquer le régime général du règlement régional d'urbanisme, les transformations ne sont pas autorisées, sauf exceptions dûment motivées, comme par exemple pour les n° 48 bis et 48 ter de l'avenue Coghén, pour lesquels le Plan particulier de l'aménagement du sol (PPAS) prévoit l'aménagement de zones de recul.

Hier, la commission de concertation a donné une réponse négative à une demande de cet ordre qui se fondait sur des raisons médicales. Cependant, le Collège a estimé que, dans le cas d'espèce, la demande d'un emplacement pour personne à mobilité réduite (PMR) serait une meilleure solution. En effet, vu qu'un tel dispositif est lié à la situation de la personne et non à l'immeuble en tant que tel, il prendrait fin si l'intéressé venait à quitter l'immeuble, ce qui ne serait pas le cas si l'administration communale autorisait la transformation de la zone de recul.

La rue Arnold Delvaux figure parmi la dizaine de voiries pour lesquelles les services communaux ont dressé des procès-verbaux d'infraction urbanistique. Le procès-verbal de la rue Arnold Delvaux a amené le contrevenant à solliciter un permis d'urbanisme pour légaliser le 2ème emplacement de stationnement, mais sa demande a été refusée. De toute façon, le réaménagement prochain de la rue Arnold Delvaux ne permettra plus ce genre de pratique. Les procès-verbaux d'infraction urbanistique sont envoyés au Parquet et à la Région et entraînent des conséquences pour les contrevenants.

M. Cools suggère d'installer des bollards sur les sites où les comportements inappropriés persistent, de manière à rendre impossible l'usage des parkings créés indûment dans les zones de recul.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : de bescherming van de achteruitbouwstroken.

De h. Cools vindt dat te veel inspringende zones worden omgevormd tot parkings. Sinds 1 januari 2007 verbiedt de Stedenbouwkundige Verordening dit teneinde het landelijke karakter te beschermen. Er worden nog steeds dergelijke aanvragen ingediend, o.a. door mindervaliden, om allerlei redenen: wegens plaatsgebrek langs de wegen, elektrische voertuigen voor wie niet over een garage beschikt. Voor mindervaliden is het delica-

maar meer aangewezen om te voorzien in parkeerplaatsen voor mensen met een handicap langs de wegen. Volgens de h. Cools dient opgetreden te worden tegen de inbreuken die vandaag gepleegd worden. Hij vraagt naar de intentie van het college en op welke manier inbreuken aangepakt worden.

Schepen Biermann antwoordt dat er regelmatig aanvragen worden ingediend om inspringende zones om te vormen. Dit is niet toegelaten door de Verordening (behalve voor behoorlijk gemotiveerde redenen) en het college past het gewestelijke reglement toe en is hierin zelfs strenger dan vorige meerderheden. Voor mindervaliden is de beste oplossing bovendien een parkeerplaats langs de openbare weg want deze kan geschraapt worden als de betrokkene verhuist. Overtredingen worden overgemaakt aan het parket en het gewest.

De h. Cools stelt voor om paaltjes te installeren op welbepaalde plaatsen om onrechtmatige parkings op inspringende zones op die manier onmogelijk te maken.

De Raad neemt kennis.

26.09.2019/A/0021 **Question orale de Mme Lederman : occupation des trottoirs à des fins commerciales.**

Mme Lederman-Bucquet signale que le Proxy Delhaize sis au n° 425 de la rue Vanderkindere a littéralement envahi les trottoirs avoisinants, avec des plantes, des fleurs, etc. Les distances réglementaires prévues pour le passage ne sont pas respectées. Cette situation gêne considérablement les jeunes mères avec poussette ou les personnes à mobilité réduite (PMR). Ne faudrait-il pas infliger une contravention aux responsables de ce magasin ?

M. le Bourgmestre répond que le Collège tient à assurer le respect de la réglementation en vigueur. Cependant, il convient de faire preuve d'une certaine souplesse dans l'application de ce principe, dans la mesure où un simple rappel à l'ordre, effectué par un agent de quartier, suffit souvent à mettre fin aux comportements déviants.

Dans ce cas-ci, la situation s'était améliorée dans un premier temps, suite à un aimable rappel à l'ordre, mais depuis lors, les comportements négligents ont repris le dessus. Le Collège fera donc preuve d'une plus grande sévérité à l'égard de ce commerce, afin que celui-ci adopte rapidement une attitude conforme au règlement.

M. le Bourgmestre souligne que l'administration doit faire preuve d'une vigilance de tous les instants, eu égard au grand nombre de commerces à surveiller en raison de l'étendue du territoire ucclois.

Mme Lederman-Bucquet remercie M. le Bourgmestre pour sa réponse et suivra elle-même ce dossier de près.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Lederman : innemen van de voetpaden voor commerciële doeleinden.

Mevr. Lederman-Bucquet geeft aan dat de Proxy Delhaize in de Vanderkinderestraat 425 de trottoirs vlakbij vol zet met planten, bloemen, ... en hierbij onvoldoende plaats laat voor

voetgangers, in het bijzonder kinderwagens en personen met een beperkte mobiliteit. Ze vraagt naar een mogelijke boete hiervoor.

De burgemeester antwoordt dat het reglement nageleefd moet worden maar er toch enige soepelheid aan de dag gelegd wordt. Vaak is een verzoek van een wijkagent al voldoende om een onregelmatige toestand te herstellen. In dit geval is het niet de eerste keer m.b.t. deze winkel en zal het college aldus strenger optreden.

Mevr. Lederman-Bucquet bedankt de burgemeester voor zijn antwoord en zal dit dossier van nabij opvolgen.

De Raad neemt kennis.

Céline Fremault quitte la séance / verlaat de zitting.

26.09.2019/A/0022 **Question orale de M. Cools : la forte réduction projetée de parkings chaussée d'Alseberg.**

M. Cools estime que la rénovation de la chaussée d'Alseberg entre les secteurs du Globe et de l'Etoile-Coghen est une nécessité, non seulement parce que les rails de tram doivent être remplacés mais aussi parce que la qualité de l'espace public laisse à désirer.

Le 11 septembre dernier, le projet de réaménagement de la chaussée a été présenté lors d'une réunion d'information à la Maison communale. La prochaine ouverture d'une enquête publique sur la demande de permis d'urbanisme a été annoncée. Les dates de cette enquête sont-elles à présent connues ? Pourquoi une réunion semblable à celle du 11 septembre n'a pas été organisée avant le dépôt de la demande de permis d'urbanisme par la Région, ce qui aurait permis aux différents publics concernés d'influencer en amont la conception du projet?

Le projet présenté prévoit la suppression de 125 places de parking sur les 320 places existantes, dans le tronçon de la chaussée concerné par les travaux. C'est une perte considérable. Certes, en raison de l'étroitesse des trottoirs à certains endroits, des suppressions d'emplacements sont inévitables. M. Cools estime qu'elles sont justifiées dans le tronçon entre le secteur du Globe et la rue Xavier De Bue, qui s'avère la zone la plus commerçante. Faut-il pour autant concevoir un aménagement semblable de la chaussée, avec les suppressions de parkings qui en découlent, dans le tronçon entre la rue Xavier De Bue et la rue Alphonse Asselberghs ? Certaines suppressions de places de stationnement ne pourraient-elles être évitées dans le tronçon situé entre la rue Alphonse Asselberghs et le secteur Etoile-Coghen ? L'étude de faisabilité d'un parking souterrain sur la place Vanderkindere ou à proximité de la place Emile Danco soulignait la saturation du parking dans le centre d'Uccle et à proximité de la zone Etoile-Coghen. La suppression prévue par la Région pour le réaménagement de la chaussée se limitait à 70 places de parking. Le projet actuel de réaménagement, élaboré grâce à une concertation entre la commune et la Région, prévoit la suppression de 125 places. Comment est-on passé de 70 à 125 suppressions de places de parking en voirie ?

Le Collège sera-t-il attentif aux inquiétudes des riverains face à cette forte réduction du nombre de places de stationnement ? A-t-il l'intention de proposer à la Région des alternatives pour la limiter ?

Lors de la réunion du 11 septembre dernier, M. l'Echevin des Travaux et de la Mobilité a indiqué que ce problème pourrait peut-être être résolu en mettant sous régime horodateur

les 40 places de stationnement du niveau – 1 au parking Saint-Pierre, qui jusqu'à présent ont été occupées sur base de locations mensuelles. Cette option ne devrait-elle pas être explorée ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que le Collège a veillé à informer de manière précise toutes les parties intéressées.

Une première réunion a été organisée en décembre dernier afin de renseigner les commerçants sur certains éléments du chantier, notamment les interventions en matière d'égouttage. Une seconde réunion a eu lieu en avril. Quoique celle-ci fût principalement destinée aux riverains, des commerçants y ont aussi assisté. Cette réunion a été l'occasion de faire le point sur le chantier, et aussi d'échanger sur d'autres sujets, comme par exemple la ligne de bus 37.

Le 11 septembre dernier, il y a eu une troisième réunion d'information préalable à l'enquête publique, ce qui n'est guère fréquent. Cette opération de sensibilisation s'est avérée un succès puisqu'entre 100 et 150 personnes étaient présentes dans la salle.

En outre, un comité de pilotage a été mis en place il y a quelques mois. Ce comité réunit chaque mois toutes les forces vives de l'axe Alseberg : administration communale, Vivaqua, Bruxelles-Mobilité, comités de quartier, association des commerçants, groupement d'usagers de la STIB, Conseil consultatif des modes actifs... Toutes les parties impliquées ont donc été en mesure de se concerter avant le dépôt de la demande de permis. L'enquête publique, dont toutes les personnes intéressées ont déjà été avisées par divers canaux avant même l'installation de panneaux dans les rues, se déploiera durant un mois, en l'occurrence du 1er au 30 octobre prochain.

La réunion de la commission de concertation est prévue pour le 13 novembre.

M. l'Echevin Wyngaard reconnaît que les emplacements voués à disparaître sont nombreux.

La proposition initiale en ce domaine a été formulée par la Région. La STIB et Bruxelles-Mobilité ont successivement joué le rôle moteur dans ce projet. Cela signifie qu'au départ l'accent était mis sur la nécessité de remplacer les rails de tram vétustes et que par la suite, ce renouvellement de l'infrastructure vicinale a été perçu comme une opportunité pour améliorer la qualité générale de l'espace public sur la chaussée d'Alseberg.

Le Collège estime pour sa part que l'emploi de matériaux plus nobles, l'élargissement des trottoirs, la verdurisation de la voirie et l'établissement d'un accès de plain-pied à la partie commerçante seraient susceptibles de favoriser le déplacement des personnes âgées, des personnes à mobilité réduite (PMR), des parents avec poussette, et donneraient plus de convivialité à ce tronçon de la chaussée d'Alseberg.

Mais quelle que soit la nature des initiatives prises en la matière, le contexte ne permet pas de répondre à toutes les attentes. La plantation d'arbres entraîne nécessairement une réduction du stationnement. La création d'oreilles de trottoirs aux carrefours aboutit au même résultat.

Cependant, la commune n'a jamais marqué son accord sur le nombre d'emplacements voués à disparaître. Il s'agit d'un point qui fera l'objet d'une négociation approfondie entre les instances communales et régionales. L'administration communale sera d'ailleurs amenée à donner son avis dans le cadre de l'enquête publique. M. l'Echevin Wyngaard estime qu'une certaine marge de manœuvre est possible à certains endroits, tout en reconnaissant que l'étroitesse de la voirie ne permet pas de répondre partout à toutes les attentes légitimes qui ont été exprimées. Mais vu que la pression sur le stationnement est très importante à Uccle-Centre, le Collège va inviter les services communaux à procéder à une étude détaillée afin de d'élaborer d'éventuelles contre-propositions en concertation avec les commerçants et les riverains.

La modification du statut du parking du Doyenné figure parmi les options envisageables. Il

serait peut-être intéressant pour les occupants actuels, qui sont essentiellement des commerçants, de stationner leur véhicule plus en amont, de manière à libérer des places pour leur clientèle. La Région serait disposée à financer un dispositif de « télé-jalonnement » doté d'un repérage automatique des places disponibles. Ce procédé permettrait de proposer environ 80 places de parking.

Le Collège n'est pas hostile à la construction d'un parking souterrain. Toutefois, cette option semble peu probable dans le contexte actuel. En effet, le lancement d'une telle opération exige l'investissement d'un montant de plusieurs millions d'euros, qui requiert l'intervention du secteur privé, et il est peu vraisemblable qu'un partenaire privé soit prêt à se lancer dans une telle aventure quelques mois avant le déménagement des services communaux.

M. Cools remercie M. l'Echevin Wyngaard pour ses réponses. Il invite le Collège à étudier ce dossier avec beaucoup d'attention.

Il insiste sur le fait que le choix des lieux destinés à accueillir un arrêt de tram a un impact sur le stationnement.

M. l'Echevin Wyngaard précise que la STIB est plutôt favorable à l'aménagement de quais de tram après le carrefour car le surcroît de rapidité qui en résulte encourage le recours aux transports en commun. Mais les positions des différents acteurs intéressés sont très partagées, les uns reprochant l'absence de site propre pour le tram, les autres réclamant l'aménagement d'une piste cyclable, etc.

Le Collège va se livrer à un examen minutieux des différents plans proposés, de manière à défendre une position équilibrée.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : voorzien forse vermindering van het aantal parkeerplaatsen Alsebergsesteenweg.

De h. Cools vindt dat de renovatie van de Alsebergsesteenweg in het gedeelte Globe / Ster-Coghen noodzakelijk was. Op 11 september werd de herinrichting voorgesteld. Is er al een datum gekend voor het openbaar onderzoek? Waarom was er geen infosessie vóór de indiening van de bouwaanvraag bij het gewest?

Het plan voorziet de schrapping van 125 van de bestaande 320 parkeerplaatsen in dit gedeelte. Op sommige plaatsen met erg nauwe trottoirs is dit onvermijdelijk. De h. Cools vindt het gerechtvaardigd in het gedeelte Globe / Xavier De Buestraat, de meest commerciële zone. Is er een vergelijkbare inrichting nodig - met schrapping van parkeerplaatsen - in het gedeelte Xavier De Buestraat / Alphonse Asselberghsstraat? Kunnen sommige parkeerplaatsen behouden worden in het gedeelte Alphonse Asselberghsstraat / Ster-Coghen?

De haalbaarheidsstudie over een ondergrondse parking (Vanderkindereplein of vlakbij het Emile Dancoplein) toont aan dat het centrum van Ukkel en de zone Ster-Coghen verzadigd zijn. Voor de herinrichting van de steenweg voorzag het gewest de schrapping van 70 parkeerplaatsen. Het huidige project, opgesteld in overleg tussen de gemeente en het gewest, voorziet de schrapping van 125 plaatsen. Wat is de oorzaak hiervan?

Heeft het college de mening van de inwoners gevraagd over de sterke vermindering van parkeerplaatsen? Zal het college alternatieven voor deze beperking voorstellen aan het gewest?

Tijdens de infosessie van 11 september zei de schepen van Werken en Mobiliteit dat dit probleem opgelost zou kunnen worden door de 40 parkeerplaatsen op niveau -1 van de parking Sint-Pieter te voorzien van parkeerautomaten (momenteel verhuurd op maandbasis). Moet deze optie gebruikt worden?

Schepen Wyngaard antwoordt dat het college alle betrokkenen zo goed mogelijk probeert te informeren. De eerste vergadering vond plaats in december (handelaars) en de tweede in april (inwoners). Op 11 september ll. vond de derde vergadering plaats. Enkele maanden geleden werd er een stuurcomité opgericht dat elke maand alle betrokkenen bijeen brengt: gemeentebestuur, Vivaqua, Mobiel Brussel, wijkcomités, handelsverenigingen, ... Alle betrokkenen konden aldus overleggen vóór de indiening van de bouwaanvraag. Het openbaar onderzoek vindt plaats van 1 tot 30 oktober. De vergadering van het overlegcomité vindt plaats op 13 november.

De schepen erkent dat er talrijke parkeerplaatsen zullen verdwijnen. Het oorspronkelijke voorstel was afkomstig van het gewest. De MIVB en Mobiel Brussel waren afwisselend de drijvende kracht achter dit project. Daarom werd eerst de nadruk gelegd op de vervanging van verouderde tramsporen en daarna op de algemene verbetering van de Alsebergsesteenweg. Voor het college zullen goede materialen, bredere trottoirs, meer groen en een vlotte toegang tot de handelszone meer ouderen, mindervaliden en ouders met kinderwagens aantrekken. Er kan echter niet aan alle verwachtingen voldaan worden.

De gemeente heeft nooit vastgelegd hoeveel parkeerplaatsen geschrapt zullen worden. Dit punt zal binnenkort aan bod komen tijdens grondige onderhandelingen tussen gemeentelijke en gewestelijke instanties. De schepen vindt dat er op bepaalde plaatsen enige speelruimte is maar dat niet op alle verzoeken ingegaan kan worden omwille van de nauwheid van de weg. Omwille van de grote parkeerdruk in Ukkel-Centrum zal het college een studie laten opstellen met tegenvoorstellen, in overleg met de handelaars en de inwoners.

De wijziging van het statuut van de parking Dekenij is een optie. Deze plaatsen worden vooral ingenomen door handelaars die hun voertuig verderop zouden kunnen parkeren om zo plaats te maken voor hun cliënteel.

Het gewest zou bereid zijn om parkeergeleiding te financieren. Hierdoor zouden ± 80 parkeerplaatsen voorgesteld kunnen worden. Het college is niet tegen een ondergrondse parking maar dit vereist de medewerking van de privésector en dit is enkele maanden voor de verhuizing van de gemeentediensten erg onwaarschijnlijk.

De h. Cools bedankt de schepen en vraagt het college om dit dossier aandachtig te bestuderen. Hij benadrukt het belang van de gekozen locaties voor tramhaltes omdat dit een impact heeft op het parkeren.

Schepen Wyngaard geeft aan dat de meningen van alle betrokken partijen erg verdeeld zijn. Het college zal de verschillende voorstellen grondig bestuderen om een evenwichtig standpunt te kunnen innemen.

De Raad neemt kennis.

De h. Van de Cauter souhaiterait connaître le nombre d'enfants en bas âge à Uccle ainsi que la capacité des infrastructures de jeu. Cette capacité est-elle suffisante pour cette partie de la population ?

Selon la réponse donnée à une question écrite antérieure de M. Van de Cauter, il semblerait que tous les quartiers d'Uccle ne disposent pas d'une plaine de jeux. D'ailleurs, la plaine de jeux du quartier Neerstalle, dont l'état est lamentable, est vouée à disparaître. Quelles mesures le Collège compte-t-il prendre pour améliorer cette situation ?

Vu que la qualité des plaines de jeu laisse parfois à désirer, notamment au parc de Wolvendael, quelle est la fréquence de remplacement des appareils de jeux ? Serait-il possible d'intensifier cette fréquence en augmentant le budget qui y est consacré ?

Schepen Brouwer répond qu'Uccle figure parmi les communes bruxelloises dont la moyenne d'âge est la plus élevée, puisqu'elle se situe au-dessus du seuil de 40 ans. De plus, la proportion de couples sans enfants est plus importante à Uccle que dans d'autres communes de la Région.

La commune compte environ 3.000 enfants de moins de 3 ans et 6.000 entre 3 et 17 ans.

Le service de l'échevinat estime que le territoire communal est assez bien desservi en plaines de jeux. Depuis son arrivée au sein du Collège, Mme l'Echevine De Brouwer n'a été confrontée qu'à une seule demande d'installation d'une plaine de jeux supplémentaire, en l'occurrence pour le quartier Calevoet.

Par ailleurs, l'installation de plaines de jeux est prévue dans le cadre des projets relatifs à la vallée de Saint-Job.

Mme l'Echevine De Brouwer n'est pas encore en mesure de fournir des indications précises sur le budget, étant donné que les arbitrages budgétaires, et notamment les discussions bilatérales avec Mme l'Echevine des Finances, n'ont pas encore eu lieu.

Néanmoins, le Collège est bien conscient de la nécessité de remplacer certaines infrastructures. L'imputation des montants nécessaires sera effectuée lorsque le contexte budgétaire le permettra.

Les gardiens du parc de Wolvendael procèdent quasi quotidiennement à un contrôle visuel des installations des plaines de jeux et chaque année, l'administration communale recourt aux services d'un organisme de contrôle certifié pour effectuer une analyse des risques. Dès qu'un problème est constaté, le jeu est réparé, ou mis temporairement hors service si la réparation ne peut être effectuée tout de suite. Dans le cas où le jeu serait trop abîmé pour faire l'objet d'une réparation, il est remplacé. Mme l'Echevine De Brouwer signale à cet égard que la durée de vie moyenne d'un jeu est de plus ou moins 15 ans. L'échevinat a commandé le remplacement de la « toile d'araignée » du Wolvendael pour un montant d'environ 10.000 €.

La plaine de jeux de Neerstalle sera maintenue dans le cadre de la restauration du jardin de la pergola : une prairie fleurie comportant des jeux destinés aux petits enfants âgés de moins de trois ans sera aménagée, de manière à assurer une complémentarité avec les plaines de jeux plus éloignées, notamment celles qui sont situées sur le territoire de Forest.

M. Van de Cauter estime que les enfants ne constituent pas une priorité pour la majorité communale. Il déplore que le Collège n'ait pas réellement l'intention de doter chaque quartier ucclois d'une plaine de jeux, alors qu'une ville comme Moscou possède des plaines de jeux plus modernes qu'en Belgique.

Mme l'Echevine De Brouwer se demande ce que M. Van de Cauter entend par plaine de jeux « moderne ».

M. Van de Cauter précise que Moscou dispose de plaines de jeux en bon état.

Mme l'Echevine De Brouwer conteste le point de vue de M. Van de Cauter car le Collège prend très au sérieux le déploiement des plaines de jeux. D'ailleurs, c'est précisément pour prendre en compte l'intérêt des enfants et des familles que la suppression de la plaine de jeux de Neerstalle, décidée initialement, a été remise en cause.

Mme l'Echevine De Brouwer accorde une grande importance aux plaines de jeux en raison de son propre engagement féministe car ces infrastructures, proposant aux enfants des activités accessibles gratuitement, s'avèrent particulièrement intéressantes pour les familles monoparentales, constituées pour 80 % de femmes seules avec enfants.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Van de Cauter : de speelpleinen.

De h. Van de Cauter wenst informatie over het aantal jonge kinderen in Ukkel en de capaciteit van de spelinfrastructuur. Uit het antwoord op een vroegere schriftelijke vraag van hem blijkt dat niet alle Ukkelse wijken over een speelplein beschikken. Het speelplein van de wijk Neerstalle (in een erbarmelijke toestand) zal bovendien verdwijnen. Wat zal het college doen om deze toestand te verbeteren?

De kwaliteit van de speelpleinen laat soms te wensen over (zoals in het Wolvendaelpark). Hoe vaak worden speeltuigen vervangen en kan dit sneller gebeuren door meer budget te voorzien?

Schepen De Brouwer antwoordt dat er in Ukkel ± 3.000 kinderen jonger dan 3 jaar zijn en 6.000 kinderen tussen 3 en 17 jaar. Ukkel is goed voorzien van speelpleinen. Ze heeft sinds haar aanstelling maar één aanvraag voor een nieuw speelplein ontvangen (Kalevoet). Er zijn nieuwe speelpleinen voorzien in het kader van de projecten rond de vallei van Sint-Job.

Schepen De Brouwer kan nog geen budgettaire cijfers geven omdat er nog geen bilaterale gesprekken met de schepen van Financiën hebben plaatsgevonden. Het college is er zich bewust van dat sommige infrastructuur vervangen moet worden. De parkwachters van het Wolvendaelpark controleren de infrastructuur zo goed als dagelijks en het bestuur vraagt elk jaar aan een erkend controleorgaan om een risicoanalyse op te stellen. Beschadigde spelen worden hersteld, buiten dienst gesteld indien onmiddellijke herstelling niet mogelijk is, of vervangen indien herstelling uitgesloten is. De levensduur van een spel is ongeveer 15 jaar. Het spinnenweb van het Wolvendaelpark zal vervangen worden voor een bedrag van ± € 10.000. Het speelplein van Neerstalle zal behouden worden in het kader van de restauratie van de tuin van de pergola.

De h. Van de Cauter vindt dat kinderen geen prioriteit vormen voor de meerderheid omdat het college niet echt de intentie heeft om een speelplein in elke wijk te voorzien. Een stad zoals Moskou heeft speelpleinen die moderner zijn dan die in België.

Schepen De Brouwer vraagt wat de h. Van de Cauter met "modern" bedoelt.

De h. Van de Cauter antwoordt dat de speelpleinen in Moskou in goede staat zijn.

Schepen De Brouwer geeft aan dat het college wel degelijk ernstig nadenkt over de uitbouw van de speelpleinen. Het speelplein van Neerstalle zal daarom ook niet geschrapt worden. Speelpleinen zijn voor haar van groot belang omdat ze gratis toegankelijk zijn voor gezinnen.

De Raad neemt kennis.

26.09.2019/A/0024 **Question orale de M. De Bock : politique de publicités des événements dans la rue.**

M. De Bock rappelle que le Collège a multiplié ces derniers temps les annonces d'événements publics. Des centaines de panneaux fleurissent désormais pour les 10 km d'Uccle ainsi que pour la Foire de Saint-Job ou d'autres festivités communales.

Qui imprime ces panneaux ? Quel est le coût de cette impression ? Combien de panneaux sont réalisés par événement ?

Les matériaux utilisés bénéficient-ils d'un label écologique ? Quelle en est la composition, selon les indications données par le fournisseur ?

Quel est le nombre d'heures prestées pour l'installation et l'enlèvement de ces panneaux ? Combien de kilomètres ont été parcourus par les ouvriers communaux ? Quel est le volume d'essence consommé ?

Selon quels critères le nombre et l'emplacement des panneaux déployés sont-ils décidés, étant donné que certains événements bénéficient d'une couverture publicitaire plus étendue ?

Qu'est-il advenu des panneaux électroniques qui ont disparu ? Pourquoi la communication digitale n'est-elle pas assurée totalement par panneau solaire ?

M. le Bourgmestre invite M. De Bock à éviter à l'avenir d'introduire tardivement des questions orales qui ne présentent pas un caractère d'urgence manifeste. En effet, les deux questions orales de M. De Bock pour cette séance du Conseil communal ont été déposées respectivement à 23h45 et 23h55, soit 5 minutes avant la clôture réglementaire.

Ce procédé met l'administration en difficulté car les recherches entreprises dans la précipitation pour fournir des éléments de réponse entraînent un surcroît de stress pour les fonctionnaires communaux en les contraignant à interrompre leurs tâches principales.

Selon M. le Bourgmestre, l'opposition a un rôle fondamental à jouer dans une assemblée démocratique, mais il convient qu'elle l'exerce en respectant l'administration. Dans ce cadre, il y a lieu de s'interroger sur le caractère urgent de questions relatives au nombre de panneaux installés, d'heures effectuées, de litres d'essence consommés, etc.

D'ailleurs, la position de M. De Bock pourrait sembler en contradiction avec l'orthodoxie budgétaire dont il s'est toujours réclamé, dans la mesure où, pour répondre dans l'urgence à des questions nécessitant la production de données chiffrées, il faudrait engager des dépenses pour recruter du personnel supplémentaire.

M. De Bock s'étonne d'être ainsi pris à partie par M. le Bourgmestre. La bienveillance eût consisté à lui demander s'il était disposé, compte tenu du nombre de questions posées et du temps imparti, à reporter sa question à une séance ultérieure du Conseil communal.

M. De Bock rappelle qu'il a toujours accepté un tel report, et ce d'autant plus qu'il préfère une réponse complète transmise dans un délai plus long à une réponse incomplète élaborée dans la précipitation.

M. l'Echevin Wyngaard répond que les services communaux ont effectué 34 placements d'affiches pour la Fête nationale et 56 pour le dernier marché annuel de Saint-Job et qu'une firme extérieure a procédé à 200 placements d'affiches pour les 10 km d'Uccle, cette dernière opération ayant requis une dépense de 2.476,36 € (TVA comprise).

Ces affiches sont collées sur des panneaux « hardboard », qui sont récupérés afin d'être réutilisés les années suivantes. Quoiqu'elles requièrent une dépense qui est loin d'être négligeable, ces affiches permettent de visibiliser les sponsors qui, par leur contribution financière, participent à l'organisation de l'événement.

En 2018, les dépenses engagées s'élevaient à 11.751 € pour les bâches et à 8.908 € pour les panneaux. M. l'Echevin Wyngaard ne dispose pas encore de données chiffrées détaillées pour l'année 2019.

Les matériaux utilisés actuellement ne sont guère écologiques. Cependant, les services de l'échevinat vont mener une réflexion pour déterminer s'il ne serait pas possible de recourir davantage à des matériaux écologiques. Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que les matériaux choisis doivent être capables de résister à des températures très basses (jusqu'à -10 °C) ou très élevées (jusqu'à 40°C) ainsi qu'à l'humidité et aux rayons ultraviolets.

Deux agents du service des Sports ont travaillé durant deux demi-journées pour l'installation et l'enlèvement des panneaux relatifs aux 10 km d'Uccle.

Les autres affichages ont requis en 2018 l'intervention de deux agents du service de la Voirie pendant 8 heures étalées sur 3 jours pour l'installation des panneaux et 6 heures étalées sur deux jours pour leur retrait.

Pour ce qui concerne la consommation d'essence, M. l'Echevin Wyngaard ne dispose pas du nombre de litres par véhicule, étant donné que le volume de carburant consommé est globalisé par mois et par année.

Les panneaux sont déployés sur des sites où leur visibilité est assurée (carrefours où la densité du trafic est importante, etc.). M. l'Echevin Wyngaard possède une carte des lieux où les affiches ont été placardées, qu'il est prêt à mettre à disposition du Conseil communal.

Toutefois, le Collège ne souhaite pas multiplier à l'excès les affichages, afin d'éviter une consommation de carton nuisible pour la planète, et recourt à cette fin aux autres canaux d'information tels que le magazine Wolvendael, le site internet, les réseaux sociaux, dans certains cas les toutes-boîtes, etc.

Les panneaux électroniques ont été retirés durant l'été car ils étaient devenus trop vétustes pour être opérationnels.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : het voeren van reclame voor straatanimaties.

De h. De Bock geeft aan dat het college de laatste tijd veel meer reclame maakt voor openbare evenementen. Hij vraagt wie deze borden drukt, hoeveel dit kost en hoeveel exemplaren per evenement worden voorzien. Hij vraagt ook naar de ecowaarde van de gebruikte materialen. Hoeveel uren presteert de gemeente om deze te plaatsen en te verwijderen? Over hoeveel kilometer brandstof gaat het? Welke plaatsingscriteria worden toegepast? Wat is er bovendien gebeurd met de elektronische borden?

De burgemeester vraagt aan de h. De Bock om in de toekomst mondelinge vragen laattijdig niet meer in te dienen die manifest niet dringend zijn (de twee mondelinge vragen van de h. De Bock werden ingediend om 23.45 en 23.55 u., ofwel 5 minuten voor de reglementaire deadline). Dit veroorzaakt meer stress en ambtenaren moeten snel alle inlichtingen opvragen en hun eigen taken onderbreken.

De oppositie heeft een belangrijke rol in het democratisch proces maar er moet ook respect voor het bestuur getoond worden. De gevraagde informatie heeft geen dringend karakter.

Het zorgt ook voor extra kosten (inzet van personeel) en dit gaat bovendien in tegen de budgettaire orthodoxie die de h. De Bock regelmatig aanhaalt.

De h. De Bock is verbaasd over de reactie van de burgemeester. Men kon hem gewoon gevraagd hebben of zijn vraag naar een latere zitting verzet mocht worden. Daar is de h. De Bock nooit tegen geweest in het verleden.

Schepen Wyngaard antwoordt dat de gemeente op 34 plaatsen (Nationaal Feest) en op 56 plaatsen (laatste jaarmarkt van Sint-Job) affiches heeft aangebracht. Een externe firma heeft op 200 plaatsen affiches aangebracht voor de 10 km van Ukkel (kostprijs: € 2.476,36 incl. btw). De affiches hebben hun prijskaartje maar dit zorgt voor de nodige zichtbaarheid van sponsors die financieel bijdragen aan de evenementen. Uitgaven in 2018: € 11.751 (dekzeilen) en € 8.908 (borden). Er zijn nog geen cijfers beschikbaar voor 2019.

De affiches worden op hardboard gekleefd dat hergebruikt worden. De gebruikte materialen zijn weinig ecologisch maar zijn diensten zullen dit bekijken. Men moet hier wel rekening bij houden dat het materiaal erg bestendig moet zijn (temperatuur, vocht, zon).

Twee ambtenaren van de Sportdienst hebben twee halve dagen gewerkt om de borden voor de 10 km van Ukkel te installeren. Voor de andere affiches hebben twee ambtenaren van de Wegendienst in 2018 8 uren (plaatsing) en 6 uren (verwijdering) gepresteerd. Er zijn geen details over het specifieke brandstofverbruik omdat dit verbruik per maand en per jaar bekeken wordt.

De borden worden op zichtbare plekken geplaatst (drukke kruispunten, ...) en er is een kaart hiervan beschikbaar. Het college wil niet nog meer gaan afficheren en zal gebruik maken van andere communicatiemiddelen zoals de Wolvendael, de website en sociale media.

De elektronische borden werden verwijderd omdat ze te oud waren om nog operationeel te houden.

De Raad neemt kennis.

26.09.2019/A/0025 **Question orale de M. De Bock : les poids lourds publicitaires et autres semi-remorques dans les parcs lors des événements publics de la Commune.**

M. De Bock souhaiterait connaître le poids maximal autorisé pour les poids lourds dans les parcs.

Le Collège trouve-t-il normal de laisser les semi-remorques publicitaires envahir les parcs lors d'événements publics tels que les festivals ou les 10 km d'Uccle ? Qu'en est-il du respect de la législation environnementale ?

Mme l'Echevine De Brouwer répond que le parc du Wolvendael a fait l'objet d'une procédure de classement, en vertu de laquelle toute organisation d'événements est soumise à l'autorisation du service du Patrimoine culturel de l'urbanisme régional.

Il n'y a pas de disposition légale sur le poids des véhicules dans ce type de situation. Néanmoins, il arrive parfois que le service du Patrimoine culturel de l'urbanisme impose une limite de 7,5 tonnes pour les poids lourds.

Les derniers permis délivrés en 2009 n'évoquent guère le respect d'un tonnage maximal mais insistent plutôt sur la préservation générale du site grâce à un stationnement des engins de type « foodtruck » sur les zones minéralisées et à leur circulation exclusive sur les chemins.

Le service vert envoie une copie des conditions au service organisateur avant chaque événement et dresse un procès-verbal de l'état des lieux, qui est transmis au service du Patrimoine culturel de l'urbanisme régional.

Quoi qu'il en soit, Mme l'Echevine De Brouwer entend faire preuve de vigilance et n'exclut pas d'interdire la présence dans le parc d'un foodtruck qui serait trop lourd ou d'une affiche publicitaire qui serait trop grande.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : reclamevrachtwagens en andere opleggers in de parken tijdens openbare evenementen van de Gemeente.

De h. De Bock wenst het toegelaten maximumgewicht te kennen van zwaar verkeer in de parken. Hij vindt het niet normaal dat de parken ingenomen worden door publicitaire opleggers tijdens openbare evenementen (festivals, 10 km van Ukkel). Wordt de milieuwetgeving hier wel gerespecteerd?

Schepen De Brouwer antwoordt dat het Wolvendaelpark momenteel het onderwerp uitmaakt van een klasseringsprocedure en dat voor elk evenement een toelating vereist is.

Er is geen wettelijke bepaling inzake het gewicht van voertuigen in een dergelijke situatie maar de dienst Cultureel Erfgoed van Stedenbouw legt soms een limiet van 7,5 ton op voor zwaar verkeer. De laatste vergunningen uitgereikt in 2009 maken geen melding van een gewichtslimiet maar wijzen wel op het algemeen behoud van de site, o.m. door voertuigen zoals foodtrucks te laten parkeren in gemineraliseerde zones en enkel toe te laten op de wegen. De Groendienst stuurt de voorwaarden naar elke organisator van een evenement en maakt een plaatsbeschrijving op dat naar de dienst Cultureel Erfgoed wordt gestuurd. De schepen zal waakzaam blijven en sluit niet uit dat een te zware foodtruck of een te groot reclamebord uit het park geweerd kan worden.

De Raad neemt kennis.

26.09.2019/A/0026 **Interpellation de Mme Egrix : le tri des déchets et le zéro déchet dans les écoles.**

Mme Egrix signale qu'en juin dernier, elle a vu un élève de l'école communale de Saint-Job jeter un berlingot dans une des poubelles de la cour de récréation. Elle a constaté que cette poubelle contenait des déchets de toutes sortes (nourriture, papier, berlingots). Un peu

étonnée - car le tri fait partie intégrante du quotidien et semble une évidence à l'époque actuelle -, Mme Egrix a demandé à son fils, qui fréquente le même établissement, si un tri est prévu à l'école, dans la cour et dans le bâtiment. Celui-ci lui a répondu qu'il n'en était rien.

Mme Egrix n'a pas obtenu de réponses sur ce point auprès des services communaux mais, par diverses sources, elle a appris que certains enseignants, sensibles à cette thématique, ont pris l'initiative d'instaurer un tri dans leur propre classe en y plaçant deux poubelles, l'une pour le papier et l'autre pour le reste. Cependant, aucun règlement général n'a été établi pour l'ensemble de l'école. Les poubelles du préau ne proposent pas - et n'ont jamais proposé - la possibilité de trier les déchets. Pourtant, le règlement de l'école, distribué aux enfants et aux parents en début d'année, mentionne explicitement la nécessité de « respecter son environnement et participer aux collectes sélectives ». Mme Egrix se demande concrètement comment les enfants peuvent répondre à cette injonction.

À l'heure actuelle, il est difficile d'imaginer qu'une telle situation soit encore possible, alors que pendant des semaines, les jeunes ont manifesté pour le climat. Le traitement des déchets et la protection de l'environnement sont devenus des sujets incontournables, que nul ne peut ignorer !

Les comportements favorables à l'environnement ont été intégrés dans la plupart des familles. Certaines ont même installé des composts dans leur jardin, ou recourent à des composts collectifs, à l'instar de celui qui se trouve à côté du bâtiment de l'école maternelle de Saint-Job. Et pour les enfants dont les parents n'ont pas intégré le réflexe du tri, l'école est le lieu idéal d'apprentissage et de réflexion en la matière.

Mme Egrix souhaiterait donc obtenir du Collège des réponses aux questions et réflexions suivantes.

La situation constatée à l'école de Saint-Job est-elle identique dans les autres écoles communales ? Dans le cas contraire, ne pourrait-on s'inspirer des actions menées dans les autres écoles de la commune ?

Le matériel présent dans les écoles est-il suffisant pour mettre en place un tri facile et efficace ?

Peut-on s'assurer qu'au bout de la chaîne, tous les déchets triés n'iront pas dans une poubelle unique ? Les techniciens de surface responsables du tri en fin de chaîne sont-ils suffisamment formés, informés, conscientisés, équipés, ... ?

Les parents n'ont pas été avisés d'une quelconque injonction ou interdiction relative aux types d'emballage utilisés pour les repas et collations. Or, une saine gestion des déchets commence par le souci d'en produire moins. Selon les données chiffrées fournies par l'ASBL Ecoconso, l'utilisation journalière d'une gourde à la place d'une petite bouteille de 50 cl permet d'éviter 3 kg de déchets par enfant et par année scolaire. De plus, cette attitude s'avère avantageuse sur le plan financier car, en évitant les emballages à usage unique, les parents sont en mesure de réaliser des économies.

Plusieurs établissements scolaires d'autres communes ont lancé un projet « Ecole zéro déchet ». Serait-il possible de réfléchir à la mise en place d'un projet analogue, qui serait en parfaite cohérence avec la récente motion « Administration zéro plastique » ? Vingt-neuf écoles bruxelloises se sont lancées dans ce projet dès cette rentrée, avec le soutien de Bruxelles-Environnement.

Pourrait-on proposer l'organisation d'une « donnerie » d'objets scolaires dans l'établissement à la rentrée prochaine (voire durant toute l'année), afin de lutter contre le gaspillage ?

Une nouvelle direction est entrée en fonction en septembre dernier à l'école de Saint-Job. Pourrait-on profiter de cette occasion pour inscrire ce projet dans sa lettre de mission et s'interroger sur la contribution éventuelle du pouvoir organisateur à la mise en place de ce projet ? Quels services seraient en mesure de fournir une aide supplémentaire à cet égard ?

Pendant un certain temps, les enfants ont reçu à 10h00 une collation non emballée, en l'occurrence un fruit. Cette pratique a été abandonnée depuis lors. Il serait opportun de remettre en vigueur ce principe d'une collation collective axée sur le double aspect santé/zéro déchet, au moins une fois par semaine dans un premier temps.

M. Hayette partage le point de vue exposé par Mme Egrix. Vu que les autorités scolaires sont un peu trop souvent laissées à elles-mêmes pour déterminer une politique en ce domaine, on observe une disparité entre les établissements, certaines écoles se révélant plus dynamiques que d'autres.

Mais le tri des déchets constitue une première étape avant leur traitement. Et nous avons tous en mémoire ces images de montagnes de déchets européens déversés dans les pays du Tiers-Monde...

Conscientiser les techniciens de surface aux vertus du tri sélectif est une tâche bien noble mais guère aisée dans une commune où les services publics n'ont pas toujours été valorisés.

Il convient d'associer l'ensemble des acteurs sociaux à la remise en cause des comportements car l'urgence de la situation l'impose.

M. Toussaint estime que la promotion du tri sélectif devrait également être effectuée dans les salles de sport.

M. Cohen estime que la situation s'est améliorée car, lorsque lui-même était jeune, on se contentait d'inciter les enfants à mettre les déchets à la poubelle (évidemment unique), et s'ils le faisaient, c'était déjà un miracle !

L'école du Val Fleuri, que fréquente sa fille, invite les élèves à utiliser une gourde.

M. Cohen n'est pas favorable à l'instauration de mesures coercitives en ce domaine : il faut encourager mais non obliger les citoyens à modifier leur comportement.

Mme Haumont estime que la sensibilisation des enfants est d'autant plus importante qu'elle permet d'éduquer les parents. L'école de Messidor, que fréquentent ses propres enfants, incite les parents à prévoir des collations et repas de midi « zéro déchet ». Depuis lors, ces parents d'élèves ont tendance à privilégier les produits « zéro déchet » lorsqu'ils font leurs courses.

Mme l'Echevin Gol-Lescot répond que de nombreuses écoles sont déjà très actives en ce domaine. Néanmoins, elle reconnaît que des efforts doivent encore être accomplis pour le tri sélectif dans les cours de récréation.

Il y a encore un problème de cette nature à l'école du Merlo, et ce d'autant plus que l'Agence Bruxelles-Propreté tarde à fournir les containers qui ont été demandés.

L'école du Verrewinkel promeut les collations zéro déchet auprès des parents.

Les élèves de l'école du Val Fleuri sont invités à utiliser une gourde. La consommation de fruits et légumes y est encouragée et des potages sont proposés aux élèves (jusqu'à la 2ème primaire).

L'école du Centre impose les gourdes individuelles et le recours à des fruits et légumes crus et interdit les berlingots et biscuits sous emballages divers. Cette école a également aménagé un compost.

L'Institut communal professionnel des Polders (ICPP) a modifié son règlement d'ordre intérieur afin d'interdire les chips et les canettes. L'usage des bouteilles d'eau, des gourdes et des boîtes à tartines y est encouragé. De plus, cette école dispense des cours pratiques professionnels sur le tri et le compostage.

L'école des Eglantiers demande aux parents de privilégier les aliments bruts sans

emballage et de munir à cette fin leurs enfants de boîtes à tartines. Cet établissement a sollicité sa participation au projet de la Région de Bruxelles-Capitale visant à assurer la fourniture de fruits et légumes une fois par semaine durant une période de 20 semaines. L'échevinat invite les directeurs d'école à s'engager dans cette voie mais chacun le fait selon sa propre sensibilité : certains privilégient la réglementation alors que d'autres sont plus favorables à la conscientisation.

Ayant eu l'occasion d'assister aux fancy-fairs de toutes les écoles communales, Mme l'Echevin Gol-Lescot confirme que l'usage des gobelets et couverts en plastique est définitivement banni.

Mme l'Echevine De Brouwer rappelle que l'Agenda 21 propose l'action « Mon école adopte un espace vert », visant à promouvoir dans les écoles l'aménagement de vergers, de potagers, dont les produits seraient destinés aux collations des élèves.

L'école du Plein air a décidé de collaborer avec l'association « La ruche qui dit oui ». Des contacts ont été établis avec l'ASBL « Zero Waste Belgium » afin d'assurer la promotion du « zéro déchet » lors des événements communaux.

Mme Egrix conteste l'idée de M. Cohen selon laquelle l'encouragement est suffisant. L'expérience montre que des mesures coercitives sont parfois nécessaires.

M. l'Echevin Wyngaard est disposé à entreprendre des opérations de sensibilisation au tri sélectif dans les clubs sportifs et salles de sport, quoique cela s'avère plus difficile que dans les écoles en raison du va-et-vient propre à ce type de lieu.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Egrix : afvalsortering en -voorkoming in de scholen.

Mevr. Egrix heeft vernomen dat er in de school van haar zoon (Sint-Job) niet wordt gesorteerd. Sommige leerkrachten doen dit wel in hun eigen klassen (op eigen initiatief) maar op schoolniveau is er hierover niets geregeld. Het schoolreglement vermeldt dat het milieu gerespecteerd moet worden en er aan selectieve ophaling meegewerkt moet worden. Een dergelijke toestand is in de huidige tijd waar jongeren gaan betogen voor het klimaat ondenkbaar. De meeste gezinnen hebben zich al aangepast.

Is er een vergelijkbare toestand in de andere gemeentescholen? Is er voldoende materiaal beschikbaar om efficiënt te kunnen sorteren en kan er gegarandeerd worden dat alles aan het einde van de rit niet in dezelfde vuilnisbak terecht komt? Zijn de schoonmaakploegen voldoende uitgerust en opgeleid rond dit thema?

Ouders worden ook niet geïnformeerd over verpakkingsvereisten voor maaltijden en tussendoortjes.

Zo'n 29 Brusselse scholen zijn gestart met het project zero waste. Kan een vergelijkbaar project hier ingevoerd worden, wat perfect zou passen bij de recente motie zero plastic van het bestuur? Kunnen schoolmiddelen gedoneerd worden om verspilling tegen te gaan?

De school Sint-Job heeft sinds september een nieuwe directie. Dit is de gelegenheid om dit project te laten integreren in de opdracht van de school. Gedurende een periode kregen de kinderen een tussendoortje (los fruit) maar dit werd afgeschaft. Dit draagt nochtans bij tot de gezondheid en het principe zero waste. Men kan dit opnieuw invoeren, minstens eens

per week in eerste instantie.

De h. Hayette deelt dit standpunt. Er is een groot verschil qua inzet in dit domein tussen de scholen onderling. Sorteren is nochtans de eerste stap vóór verwerking. Er moet voor gezorgd worden dat men het eigen gedrag gaat herbekijken want de huidige afvaltoestand is ernstig te noemen.

De h. Toussaint vindt dat ook sportzalen sorteren moeten aanmoedigen.

De h. Cohen vindt dat de toestand al is verbeterd tegenover vroeger (waar men al tevreden was wanneer afval in een vuilnisbak werd gegooid). De school Val Fleuri vraagt om drinkflessen mee te geven. Hij is geen voorstander van dwingende maatregelen. Burgers moeten aangemoedigd worden om hun gedrag te wijzigen.

Mevr. Haumont vindt sensibilisering van kinderen belangrijk omdat dit ouders kan aanmoedigen. De school Messidor moedigt ouders aan om geen plastic te gebruiken voor tussendoortjes en het middagmaal. Deze ouders kiezen dan ook minder voor plastic bij hun aankopen.

Schepen Gol-Lescot antwoordt dat verschillende scholen al erg actief zijn op dit vlak.

Sorteren op de speelplaats is een punt dat verbeterd kan worden. In de school Merlo komt daar nog bij dat het agentschap Net Brussel nog steeds geen geschikte vuilnisbakken heeft geleverd. De school Verrewinkel promoot plasticvrije tussendoortjes bij ouders. De school Val Fleuri vraagt ouders om een drinkfles mee te geven. De consumptie van fruit en groenten wordt aangemoedigd en er worden moestuinen ingericht. De school Centre legt individuele drinkflessen op, rauw fruit/groenten en verbiedt snoep en koekjes in allerlei verpakkingen. Deze school beschikt ook over een composthoop. Het Institut communal professionnel des Polders (ICPP) verbiedt chips en blikjes en moedigt het gebruik van waterflessen, drinkflessen en brooddozen aan. Het ICPP biedt ook sorteer- en composteercursussen aan. De school Eglantiers vraagt aan ouders om verpakkingsvrije voeding en brooddozen te verkiezen. Deze school wenst ook mee te werken aan een project van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarbij eens per week groenten en fruit wordt geleverd gedurende een periode van 20 weken.

De dienst vraagt de schooldirecteurs om dezelfde richting uit te gaan en elk zal dit op zijn eigen manier invullen (reglement of bewustmaking). De schepen heeft vastgesteld dat plastic bekertjes en bestek niet meer gebruikt worden in alle gemeentescholen.

Schepen De Brouwer geeft aan dat Agenda 21 de creatie van moestuinen in scholen aanmoedigt. De opbrengst kan gebruikt worden voor tussendoortjes voor de leerlingen. De school Plein Air heeft beslist om samen te werken met de vereniging La ruche qui dit oui. Er werden contacten gelegd met vzw Zero Waste Belgium om zero waste te promoten tijdens gemeentelijke evenementen.

Mevr. Egrix vindt aanmoedigen onvoldoende. De ervaring toont aan dat dwangmaatregelen soms nodig zijn.

Schepen Wyngaard is bereid om sensibilisering rond sorteren te lanceren bij sportclubs en in sportzalen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de Mme Egrix - le tri des déchets et le zéro déchet dans les écoles.docx

26.09.2019/A/0027 **Interpellation de M. Cools : l'avenir de Brutélé.**

M. Cools rappelle qu'en séance du 23 novembre 2000, le Conseil communal s'est prononcé en faveur de l'affiliation d'Uccle à l'intercommunale Brutélé. La commune a souscrit à cette époque 76 parts sociales pour une valeur de 15.200.000 FB. Pour atteindre cet objectif, la commune a acquis en l'an 2000 le réseau ucclois de Coditel pour un montant de 60 millions de FB. Depuis le 1er janvier 2001, c'est Brutélé qui exploite le réseau de télédistribution d'Uccle.

Ces décisions se sont avérées particulièrement opportunes, tant pour les services rendus aux citoyens par le câblodistributeur que pour l'équilibre financier de la commune. Les services se sont considérablement développés, avec notamment la télévision numérique, l'offre internet, la téléphonie fixe... Le placement de 20 km de fibres optiques dès le début 2000 a permis de moderniser le réseau. La commune d'Uccle, qui constitue à elle seule un sous-secteur au sein de Brutélé, est demeurée propriétaire de son réseau physique de câbles coaxiaux (130 km).

L'opération a aussi été profitable sur le plan financier. De 2001 à 2013, la commune a bénéficié de rentrées financières pour un montant global de 12.121.609,17 €, sous forme de locations, de droits d'usage ou de dividendes. Si on retire l'investissement réalisé, le gain effectif s'élève à 10,3 millions d'euros pour cette période. Depuis lors, la rentabilité de Brutélé a diminué en raison du développement de la concurrence, mais la commune touche encore chaque année un dividende, même si elle ne perçoit plus de loyer. Le Collège pourrait-il préciser le montant perçu par la commune dans ce cadre de 2014 à 2018 ?

Les produits de Brutélé sont commercialisés sous la marque Voo, qui commercialise aussi les produits liés à la télédistribution et aux télécoms de l'intercommunale liégeoise qui constitue actuellement le groupe Nethys. Ce groupe a constitué une filiale, Voo S.A., dont, pour M. Cools, le nom est inapproprié car il prête à confusion. Selon les informations diffusées par la presse, une offre liante pour la vente des activités de Voo S.A. a été signée un peu avant le 24 mai 2019 avec le fonds d'investissement américain Providence. La clôture de l'opération serait prévue pour cet automne.

Toujours selon la presse, le 15 mai 2019, le conseil d'administration de Brutélé a confié un mandat à son président et son vice-président pour entamer des discussions avec l'intercommunale liégeoise. Le Collège peut-il préciser le contenu exact de ce mandat ? Brutélé a-t-elle été avisée de l'offre liante précitée, avant que cette démarche ne soit lancée ? De même, notre intercommunale a-t-elle été informée de la création de Voo S.A. et éventuellement invitée à y intégrer ses propres activités ?

La presse a également signalé que le groupe Nethys aurait vendu le 21 mai dernier sa filiale de traitement de données Win. Selon M. Cools, cette filiale travaillait autant pour Nethys que pour Brutélé. Cette vente pourrait-elle avoir des conséquences pour Brutélé ?

L'évolution du secteur des télécoms est telle qu'une intercommunale comportant moins de 3.000 abonnés n'a plus la taille suffisante pour se développer. Cette situation a poussé Brutélé à collaborer avec son homologue liégeoise pour développer en commun sous la marque Voo des produits performants pour les particuliers et les entreprises. Ce contexte amène de nombreuses communes affiliées à Brutélé, et notamment les communes

bruxelloises, à estimer qu'elles ont intérêt à se retirer de ce secteur d'activités et à réaliser la valeur de l'intercommunale. D'ailleurs, plus la situation s'enlise, plus la valeur qui pourrait être réalisée tend à décroître. En cas de vente, les principes de mise en concurrence, d'égalité et de non-discrimination doivent être respectés. Il faut aussi veiller à l'avenir de l'emploi et à la qualité des services. Cependant, selon le communiqué de l'intercommunale liégeoise, les projets de celle-ci « ne sont nullement encore arrêtés à ce jour et devront être débattus avec les différents actionnaires du groupe ». Les communes affiliées à Brutélé seront-elles traitées de la même manière que les actionnaires de Nethys ? Des garanties ont-elles été données à cet égard ?

Par ailleurs, la question du rachat du réseau physique d'Uccle par Brutélé est toujours pendante.

Le Collège peut-il préciser comment il envisage les perspectives d'avenir pour Brutété ? Quelles sont ses préférences en la matière ?

Quoi qu'il en soit, M. Cools estime que ce dossier doit être traité dans la transparence.

Mme l'Echevin Delwart répond qu'Enodia et Nethys sont deux structures distinctes. Enodia (anciennement Publifin) est une intercommunale, avec laquelle Brutélé est en négociation, alors que Nethys est une société anonyme, qui a été amenée à restructurer ses différents secteurs d'activité, en créant notamment New Wico, devenue par la suite Voo S.A. Brutélé n'a évidemment pas été impliquée dans cette restructuration qui faisait suite à ce qu'il convient d'appeler « l'affaire Publifin ».

Pour comprendre la situation actuelle, il faut retracer brièvement la chronologie des événements.

Brutélé rassemble 30 communes, dont 6 bruxelloises, ce qui ne facilite pas la prise de décisions. Depuis des années, le débat fait rage au sein du conseil d'administration quant à l'opportunité de vendre les activités de Brutélé ou de les conserver. À plusieurs reprises, des intentions de vente ou d'achat ont été formulées, sans qu'il s'agisse de promesses fermes, mais elles n'ont pas abouti. Mme l'Echevin Delwart ne pense pas qu'une quelconque estimation de montant ait pu remonter aux communes actionnaires.

Mme l'Echevin Delwart souligne que Brutélé a tenu à mener son action dans l'ordre, en parfaite transparence avec les communes, car toutes les intercommunales n'ont pas nécessairement fait preuve de la même rigueur. En effet, avant d'entreprendre des pourparlers avec une intercommunale, Brutélé a sollicité une délégation de négociation auprès des 30 communes actionnaires. Il y a donc une délibération du Collège, par laquelle celui-ci autorise l'entrée en négociation, moyennant le respect d'un certain nombre de conditions, dont la principale réside dans le fait qu'il ne peut y avoir d'engagement sur la vente finale, le Conseil communal devant garder le dernier mot en la matière.

Il va de soi qu'avant de présenter une proposition de cession ou de vente devant le Conseil communal, il est nécessaire d'effectuer une préparation en amont dans une certaine confidentialité. Pour ce faire, le Collège a veillé à s'adjoindre les services d'un cabinet d'avocats qui l'a déjà conseillé dans le passé pour des situations similaires. Ce cabinet d'avocats assiste la commune autant pour la cession des parts que pour la cession ou la vente du réseau physique.

Ces négociations étaient en cours, sans que Mme l'Echevin en connaisse à ce stade les tenants et aboutissants, eu égard aux conditions de confidentialité. Les Collèges échevinaux n'auraient pas manqué d'être tenus au courant de l'évolution mais ces négociations ont été suspendues par le conseil d'administration de Brutélé à l'annonce de l'offre liante dont il n'avait pas été informé.

Les processus de cession de Win, d'Elicio et d'autres structures viennent d'être suspendus hier par le conseil d'administration d'Enodia.

Il est évident que Brutélé a de la valeur pour Nethys et les administrateurs de Brutélé en

sont bien conscients. Dans le cas où une plus-value serait dégagée à l'occasion d'une vente, il faudra s'assurer que les communes affiliées à Brutélé ne soient pas grugées.

Les structures intercommunales actives dans les secteurs concurrentiels ont un mode de fonctionnement qui ne leur confère pas la souplesse nécessaire à la prise de décision. Il serait donc opportun de profiter d'une occasion propice pour céder définitivement ces activités qui, certes, ont rapporté de l'argent à la commune mais dont on peut penser qu'à terme, ce sera de moins en moins le cas.

Les dividendes perçus représentent une somme globale de 2.077.000 €, dont le montant annuel s'élevait à 451.000 € en 2014, à 369.000 l'année suivante...Actuellement, le montant des dividendes demeure toujours aux alentours de 400.000 €.

Mme l'Echevine Delwart signale encore que la commune ne manquera pas d'utiliser les données de l'étude commandée à la firme BDO dans le cadre de ses négociations avec Brutélé, notamment à propos de la redevance.

M. Cools remercie Mme l'Echevin Delwart pour ses réponses.

Il remarque que le secteur a profondément évolué. Le contexte, qui, avant 2000, était monopolistique, est devenu hautement concurrentiel. Dans une telle situation, la commune a tout intérêt à se retirer du secteur et M. Cools se réjouit de constater que c'est également le point de vue du Collège actuel.

La difficulté de ce dossier réside dans le fait que la négociation avec une intercommunale devient complexe lorsque cette intercommunale devient une filiale dotée d'un statut de société anonyme, qui permet le déploiement d'opérations financières susceptibles de poser problème.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : de toekomst van Brutélé.

De h. Cools geeft aan dat Ukkel in 2000 is toegetreden tot de intercommunale Brutélé (via inschrijving op 76 aandelen ter waarde van 15.200.000 BEF). Om deze doelstelling te bereiken heeft de gemeente in 2000 het Ukkels netwerk van Coditel gekocht (60 miljoen BEF). Sinds 1 januari 2001 beheert Brutélé het Ukkelse teledistributienetwerk. Deze beslissingen boden voordelen voor zowel de inwoners (betere dienstverlening) als de gemeentelijke financiën (van 2001 tot 2013 € 12.121.609,17 ontvangsten uit huur, gebruiksrechten of dividenden). Na aftrek van de investering levert dit een winst van € 10,3 miljoen euro op voor deze periode.

Sindsdien is de rendabiliteit van Brutélé verminderd door de komst van concurrentie. De gemeente ontvangt nog dividenden maar geen huur meer. Hoeveel heeft de gemeente geïnd van 2014 tot 2018?

De producten van Brutélé worden gecommercialiseerd onder de merknaam Voo die eveneens zorgt voor de commercialisering van teledistributie- en telecomproducten van de Luikse intercommunale, momenteel de groep Nethys. Deze groep heeft een filiaal (Voo S.A.) opgericht maar deze naam leidt volgens de h. Cools tot verwarring. Volgens de pers zouden de activiteiten van Voo S.A. verkocht worden aan Providence, een Amerikaanse investeringsmaatschappij. Nog volgens de pers heeft de raad van bestuur van Brutélé zijn voorzitter en ondervoorzitter gemandateerd om gesprekken aan te gaan met de Luikse intercommunale. Wat houdt dit mandaat in? Werd Brutélé op voorhand ingelicht over deze verkoop? Werd onze intercommunale geïnformeerd over de creatie van Voo S.A. en eventueel uitgenodigd om haar eigen activiteiten erin onder te brengen? De pers vermeldt eveneens dat de groep Nethys zijn gegevensverwerkingsfiliaal Win verkocht zou hebben.

Dit filiaal werkt voor Nethys én Brutélé. Heeft deze verkoop gevolgen voor Brutélé?

Door de evolutie van de telecomsector is een intercommunale met minder dan 3.000 abonnees te klein. Daarom is Brutélé gaan samenwerken met zijn Luikse tegenhanger om performante producten voor particulieren en ondernemingen te ontwikkelen onder de merknaam Voo. Talrijke (Brusselse) gemeentes, aangesloten bij Brutélé, zijn van mening dat ze er belang bij hebben om zich uit deze sector terug te trekken.

In geval van verkoop moeten de principes van mededinging, gelijkheid en niet-discriminatie gerespecteerd worden. Er moet ook nagedacht worden over de toekomst van de tewerkstelling en de kwaliteit van de diensten. Volgens een communiqué van de Luikse intercommunale ligt hierover nog niets vast.

Worden gemeentes als lid van Brutélé op dezelfde manier behandeld als aandeelhouders van Nethys?

De vraag over de aankoop van het fysieke netwerk van Ukkel door Brutélé is nog steeds hangende. Hoe ziet het college de toekomstperspectieven voor Brutélé?

Volgens de h. Cools moet dit dossier op een transparante manier behandeld worden.

Schepen Delwart antwoordt dat Enodia en Nethys twee afzonderlijke structuren zijn. Enodia (voorheen Publifin) is een intercommunale waarmee Brutélé onderhandelt, terwijl Nethys een nv is die zorgt voor de herstructurering van zijn verschillende activiteitensectoren, meer bepaald via de creatie van New Wico (later Voo S.A geworden). Brutélé werd hier vanzelfsprekend niet in betrokken.

Brutélé omvat 30 gemeentes (waarvan 6 Brusselse), wat het nemen van beslissingen niet vereenvoudigt. Sinds jaren is er discussie binnen de raad van bestuur over het al dan niet verkopen van de activiteiten van Brutélé. Enkele voorstellen hieromtrent hebben nooit tot resultaten geleid.

Alvorens te spreken met de intercommunale heeft Brutélé gesproken met de 30 aandeelhoudende gemeentes. De gemeenteraad behoudt het laatste woord over beslissingen tot verkoop. Het college heeft de hulp van een advocatenkantoor ingeroepen om een voorstel tot verkoop aan de gemeenteraad voor te kunnen leggen.

Brutélé heeft de onderhandelingen momenteel opgeschort naar aanleiding van het bericht over het aanbod waarover zij niet werd geïnformeerd. De lopende overdracht van Win, Elicio en andere structuren werden gisteren opgeschort door de raad van bestuur van Enodia.

Brutélé is voor Nethys waardevol en de bestuurders van Brutélé zijn zich hier ook bewust van. Indien een meerwaarde gegenereerd zou worden in geval van een verkoop, moet ervoor gezorgd worden dat de gemeentes, aangesloten bij Brutélé, niet benadeeld worden.

De intercommunales die actief zijn in concurrentiële sectoren beschikken niet over de nodige soepelheid om beslissingen te nemen. Het zou dus beter zijn om deze activiteiten definitief over te dragen. Momenteel levert dit winst op maar op termijn zal dit minder het geval zijn.

De geïnde dividenden bedragen   2.077.000 (jaarlijks rond de   400.000).

De schepen signaleert nog dat de gemeente zeker gebruik zal maken van de gegevens van

de studie van BDO in het kader van haar onderhandelingen met Brutélé.

De h. Cools maakt de opmerking dat de sector grondig is geëvolueerd, vanuit een monopoliepositie naar een concurrentiële sector. De gemeente heeft er dus alle belang bij om zich uit de sector terug te trekken en hij is tevreden dat het huidige college dezelfde mening is toegedaan.

De moeilijkheid ligt in het feit dat een intercommunale complex wordt wanneer deze een filiaal met een statuut van nv wordt, waardoor financiële handelingen mogelijk worden die problemen kunnen opleveren.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Cools - Avenir Brutélé.docx

26.09.2019/A/0028

Interpellation de Mme Czekalski : la gestion du Bois de la Cambre et son impact sur les communes voisines.

Mme Czekalski rappelle qu'en date du 16 septembre 2019, des articles de presse ont évoqué la gestion du bois de la Cambre. La Ville de Bruxelles, qui actuellement en assure seule la gestion, serait favorable à un transfert de cette compétence à la Région.

Ce transfert permettrait d'avoir une vision globale du site considéré car l'impact des événements qui y sont organisés ne se limite pas à la Ville de Bruxelles mais s'étend aux communes voisines, Uccle et Ixelles. Comme le déclare Mme Jellab, Echevine des Espaces verts à la Ville de Bruxelles, le bois de la Cambre est un site trop difficile à administrer pour une seule commune.

Il faudrait organiser une consultation des communes intéressées (Ville de Bruxelles, Uccle, Ixelles, Watermael-Boitsfort).

Le MR bruxellois est en faveur d'une gestion efficace et concertée des espaces verts de la Région de Bruxelles-Capitale, qui ont besoin d'un investissement pour assurer leur entretien et leur maintien à long terme.

Ce point a-t-il été évoqué au sein de la Conférence des Bourgmestres ? Des contacts ont-ils été établis avec le gouvernement bruxellois ? Si le transfert de compétences a effectivement lieu, comment sera organisée la gestion du bois à l'échelon régional ?

M. Cools précise que la commune d'Uccle n'est pas concernée directement par le débat sur l'éventuel transfert de la gestion du bois de la Cambre de la Ville de Bruxelles à la Région bruxelloise.

Par contre, la circulation dans le bois de la Cambre et sa fermeture à l'occasion d'événements ont un impact sur la vie des Ucclois.

À cet égard, M. Cools rappelle qu'il a posé une question orale sur les fermetures du bois de la Cambre en mars dernier, car il estime que le bois est fermé de manière trop fréquente. L'accident mortel survenu il a une vingtaine d'années a peut-être incité les décideurs à faire preuve d'un excès de précautions en ce domaine, quoique la fermeture du bois soit tout à fait justifiée en cas de circonstances climatiques exceptionnelles.

Il faut absolument que la commune d'Uccle et les autres communes intéressées soient associées aux mesures qui viseraient à modifier l'organisation actuelle de la circulation dans le bois de la Cambre, car la Conférence des bourgmestres peut en débattre mais ne

dispose pas d'un pouvoir de décision en la matière.

La commission régionale de circulation est un des lieux où le débat sur l'organisation de la circulation peut être mené.

M. le Bourgmestre répond qu'avec d'autres élus, tous partis confondus, il a plaidé en faveur de la « régionalisation » de la gestion du bois de la Cambre.

La commune ne peut évidemment se désintéresser du bois de la Cambre, ni se cantonner à la question de la fluidité du trafic dans le bois, car ce site est en quelque sorte le jardin d'une grande partie de la population uccloise.

L'actuel Ministre régional de l'Environnement s'est prononcé en faveur du transfert de la gestion du bois à l'administration de la région de Bruxelles-Capitale.

M. le Bourgmestre souligne aussi que les relations avec la Ville de Bruxelles se sont améliorées, car celle-ci semble moins encline à considérer le bois de la Cambre comme son pré carré. Ce changement d'attitude est tout à fait positif car les citoyens se moquent bien de savoir qui gère le bois de la Cambre : ce qui importe pour eux, c'est qu'il soit bien géré, quelle que soit l'autorité compétente.

L'actuel Bourgmestre de Bruxelles est mieux disposé à l'égard de la commune d'Uccle : les contacts sont réguliers et l'information circule, notamment en cas de fermeture du bois, qui demeure jusqu'à présent une prérogative de la Ville de Bruxelles.

Les quatre communes intéressées ont demandé d'être associées aux discussions relatives à la gestion future du bois de la Cambre.

M. Desmet remarque que les situations se débloquent lorsque les écologistes participent à des Collèges échevinaux, comme c'est le cas à la Ville de Bruxelles. Ceci illustre bien la nécessité de dépasser les clivages, qui a été affirmée en début de séance à l'occasion de l'interpellation citoyenne.

Mme Czekalski remercie M. le Bourgmestre pour sa réponse. Elle s'efforcera pour sa part d'assurer le suivi de ce dossier à la commission Environnement du Parlement bruxellois.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Czekalski : het beheer van Ter Kamerenbos en de impact daarvan op de buurgemeenten.

Mevr. Czekalski geeft aan dat Brussel-Stad (nu de enige beheerder) de bevoegdheid zou willen overdragen aan het gewest omdat het bos te complex is om door een enkele gemeente beheerd te worden. Dit kan leiden tot een globale visie op lange termijn want de impact van evenementen beperkt zich niet tot Brussel-Stad.

Er moet overleg komen met de belanghebbende gemeentes (Brussel-Stad, Ukkel, Elsene en Watermaal-Bosvoorde). Werd dit punt al besproken tijdens de conferentie van burgemeesters of met de Brusselse regering? Hoe zal bij een overdracht het beheer op gewestelijk niveau georganiseerd worden?

De h. Cools verduidelijkt dat de gemeente Ukkel geen directe betrokken partij is in de eventuele overdracht. Het verkeer en de sluiting van het Ter Kamerenbos tijdens evenementen hebben een invloed op het leven van de Ukkelaars. De gemeente Ukkel en de andere belanghebbende gemeentes moeten hierin betrokken worden want de conferentie van burgemeesters heeft geen beslissingsbevoegdheid in dit domein. De gewestelijke commissie Verkeer is de plaats waar gedebatteerd kan worden over de organisatie van het

verkeer.

De burgemeester antwoordt dat hij samen met andere verkozenen uit alle partijen heeft gepleit voor de regionalisering van het beheer van het Ter Kamerenbos. De gewestelijke minister voor Leefmilieu is ook voorstander van een dergelijke overdracht. Er is ook een betere samenwerking met Brussel-Stad in dit domein. Er is een betere informatieverstrekking, vooral rond sluitingen. De vier belanghebbende gemeentes hebben gevraagd om betrokken te worden bij de gesprekken over het toekomstige beheer van het Ter Kamerenbos.

De h. Desmet merkt op dat situaties deblokken wanneer ecologen deelnemen aan schepencolleges, zoals het geval is in Brussel-Stad. Dit toont aan dat tegenstellingen overbrugd kunnen worden.

Mevr. Czekalski zal dit dossier verder opvolgen in de commissie Leefmilieu van het Brusselse parlement.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de Mme Czekalski - GestionBoisCambreImpactUccle.docx

Levée de la séance à 23:20
Opheffing van de zitting om 23:20

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Laurence Vainsel

Aleksandra Kokaj